

LES PRÊTS SUR RÉCOLTES EN COCHINCHINE EN ANNAM ET AU TONKIN

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le 24 Novembre 1930

PAR

Joseph QUEINNEC

MEMBRES DU JURY :

Président : M. William OUALID, Professeur.
Suffragants { M. MOUNIER, Professeur.
 { M. Roger PICARD, Professeur.

IMPRIMERIE
LES PRESSES MODERNES
45, RUE DE MAUBEUGE
PARIS

1930

LES PRÊTS SUR RÉCOLTES
EN COCHINCHINE
EN ANNAM ET AU TONKIN

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



INTRODUCTION

Depuis l'occupation de l'Indochine par les Français, un des problèmes qui a le plus vivement sollicité l'attention des pouvoirs publics, dans le domaine de l'économie agricole, est certainement celui du crédit. C'est une nécessité absolument vitale dans un pays où le cultivateur indigène, en général pauvre, foncièrement imprévoyant, vit au jour le jour, sans la préoccupation de se ménager pour les moments difficiles des réserves d'argent. Quelques mâu (1) de terrains et quelques bœufs ou buffles constituent toute sa fortune ; qu'une inondation, un typhon détruise sa récolte — cette éventualité est fréquente en Annam et dans le delta du Tonkin, — ou qu'une épizootie frappe ses animaux, il se trouvera du jour au lendemain dépourvu des avances nécessaires pour la remise en valeur de ses rizières ou la reconstitution de son matériel de labour ; le seul remède sera l'appel au crédit. Et comme, en pays d'Annam, crédit et usure sont des termes à peu près synonymes, fréquemment le malheureux débiteur, en s'adressant à des tiers pour obtenir les fonds qu'il n'a pas eu lui-même la prudence d'économiser, consommera

(1) Mesure agraire annamite ; le mâu équivaut à 3.600 m².

sa ruine : « Le propriétaire qui vend sa terre se dépouille sciemment ; celui qui emprunte arrive trop souvent au même résultat sans l'avoir voulu » (1) ; le crédit constitue en fait pour celui qui l'accorde un mode d'acquisition de la propriété.

Pour se procurer le crédit dont il a besoin, le cultivateur annamite a recours à deux contrats principaux : le prêt d'argent et l'opération appelée « dien mai », que la jurisprudence française assimile à un nantissement immobilier. L'étude de ces transactions relèverait plutôt du droit civil comparé que de l'économie politique ; quelques développements leur seront cependant consacrés dans le but de faire ressortir plus nettement l'intérêt d'une institution de crédit agricole en Indochine ; on a calculé que, du fait de l'usure, en pays d'Annam, les biens changeaient de mains en moyenne tous les douze ans.

Le Code annamite (2) réglementait dans son article 134 le prêt d'argent. Les capitaux étant rares, la demande considérable et le recouvrement des créances souvent hypothétique, il était naturel que l'emprunteur se trouvât dans l'obligation de payer des intérêts très élevés. D'après l'article 134 (3), « celui qui, en affaires privées, prête de

(1) Boudillon, « Le régime de la propriété foncière en Indochine », 1915, page 200.

(2) Code des lois et décrets de l'Empire de Hoang Viet, promulgué la douzième année du règne de Gia Long (1812).

(3) Code de Gia Long, traduction Philastre, tome I, p. 601.

l'argent ou prête sur gages, ne peut, en aucun cas... exiger un intérêt mensuel plus élevé que 0,03 d'once (1 d'argent » [pour une once]. Le taux légal de l'intérêt était donc de 3 % par mois, soit 36 % par an. Cependant, « bien que le nombre d'années ou de mois soit considérable, le prêteur ne peut exiger plus que la restitution du capital et d'une somme d'intérêts égale à ce capital » ; le fils ne peut croître plus gros que la mère, dit l'article 23. En conséquence, si la somme empruntée était d'une once d'argent, au taux de 0,03 par mois, le débiteur, au bout de trente-trois mois, devait, en principal et intérêts, deux onces ; s'il avait été convenu que le remboursement ne s'effectuerait que dans un délai supérieur à trente-trois mois, à l'échéance l'emprunteur ne devait néanmoins que deux onces, soit une once, montant du prêt et une once représentant les intérêts.

Il semblerait que, par suite de la seconde disposition de l'article 134, le prêt d'argent ne fût pas trop onéreux pour l'emprunteur, dans le cas, tout au moins, où un long délai lui était accordé pour désintéresser son créancier. Mais il y a lieu de remarquer, tout d'abord, que l'interdiction faite à ce dernier d'exiger, à l'échéance, une somme supérieure au double du capital, ne se rapportait, si l'on en croit Philastre, qu'au cas où ni le ca-

(1) L'once (lang), mesure de poids annamite, vaut 37 grammes 783125.

pital ni les intérêts n'avaient été remboursés, ceux-ci s'étant accumulés pendant des mois et des années ; si le débiteur, sans se libérer du principal de la dette, avait payé régulièrement les intérêts, il ne pouvait faire la somme de ce qu'il avait versé à ce titre et s'appuyer sur cette disposition que la somme à rembourser ne pouvait dépasser le capital augmenté d'une somme égale d'intérêts (1). Cette interprétation, curieuse en tant qu'elle favorise le débiteur négligent, réduit déjà considérablement le champ d'application du correctif de l'article 134.

En second lieu, les dispositions édictées par l'empereur Gia Long dans le but de limiter le taux de l'intérêt étaient, en réalité, lettre morte. Le taux de 36 % semble déjà très élevé ; il était cependant et est encore loin de celui pratiqué en fait, qui atteint 60 et même 80 %. Sans doute, le fait de stipuler des intérêts supérieurs à 36 % était assimilé par le code à un délit, entraînant pour le coupable, outre l'obligation de restituer au « propriétaire lésé » l'excédent perçu, l'application d'une véritable peine, allant de quarante coups de rotin au minimum à cent coups de bâton au maximum, suivant l'importance de l'infraction ou la qualité du coupable. Mais cette rigueur de la loi n'était pas pour effrayer l'usurier, le débiteur se trouvant, le plus souvent, dans l'impossibilité d'établir le délit.

(1) Philastre, Code Annamite, tome I, page 604.

Les dispositions ci-dessus du code de Gia Long ont été abrogées par une ordonnance royale du 5 novembre 1913, applicable en Annam et au Tonkin aux justiciables des tribunaux indigènes ; cette ordonnance a fixé à 8 % par an le taux légal de l'intérêt et abaissé à 12 % le taux de l'intérêt conventionnel en matière civile. Un décret du 15 mai 1914 a établi le même taux dans toute l'Indochine, entre justiciables des tribunaux français et entre ceux-ci et les indigènes et asiatiques assimilés non justiciables de ces tribunaux ; il a, d'autre part, déclaré applicable en Indochine la loi du 19 décembre 1850 relative au délit d'usure. Mais ce sont là des remèdes à peu près inopérants ; le prêteur a beau jeu pour tourner la loi ; il inscrira dans la reconnaissance de dette un chiffre supérieur au montant réel du prêt, cette majoration représentant la différence entre le taux légal et le taux usuraire ; ou, encore, il retiendra, sur l'avance demandée, la part d'intérêts dépassant le taux fixé par la loi ; dans l'un comme dans l'autre cas, l'emprunteur ne touchera effectivement qu'une partie de la somme mentionnée dans le billet qu'il aura souscrit, le créancier aura pratiqué la « perception des intérêts en dedans ».

Le contrat dont il vient d'être parlé n'est d'un usage courant que pour les prêts de minime importance. Si l'emprunteur désire se procurer une somme considérable, il ne trouvera pas facilement une personne disposée à lui avancer des fonds sur simple reconnaissance de dette,

celle-ci fût-elle appuyée de la remise d'un gage mobilier ou de la constitution d'une caution : le prêteur exigera comme sûreté un immeuble.

L'article 89 du code de Gia Long sur « la mise en nantissement des rizières et habitations » ne donne aucune définition du contrat que les Annamites désignent par les mots « dien mai », « mai lai thuc », « dien mai lai thuc » (1). Luro (2) traduit ces expressions par « vente sous condition de rachat » ou « vente nantissante sous condition de rachat ». Le plus souvent, on emploie les termes de « vente à réméré », termes qui peuvent prêter à confusion, en laissant supposer que la transaction annamite appelée « dien mai » est assimilable à la vente à réméré du droit civil français.

Dans notre droit (3), la faculté de rachat ou de réméré est un pacte par lequel le vendeur se réserve de reprendre, dans un délai déterminé, la chose vendue, moyennant la restitution du prix principal et le remboursement des frais occasionnés par la vente ; la vente à réméré du droit français est, par essence, translatrice de propriété comme une vente ordinaire ; elle donne lieu à une transcription du titre à la conservation des hypothèques et à une mutation sur la matrice cadastrale ; la faculté de rachat cons-

(1) Traduction littérale : « dien », délai ; « mai », vente ; « lai », de nouveau ; « thuc », acheter.

(2) Luro, Cours d'administration annamite, page 797.

(3) Article 1659 du Code Civil.

titue seulement une condition résolutoire faisant disparaître le contrat initial, qui sera réputé n'avoir jamais existé.

La jurisprudence ne reconnaît pas ce caractère à l'opération pratiquée par les Annamites sous le nom de « dien mai ». C'est un contrat par lequel le vendeur livre un immeuble à l'acheteur contre versement par ce dernier d'une somme convenue, avec stipulation que, dans un délai déterminé, — en général de trois à cinq ans, parfois même aucun délai n'est fixé — il rentrera en possession de son bien, moyennant le remboursement de la somme primitivement reçue : mais l'acheteur ne devient pas propriétaire ; d'après la jurisprudence, la vente sous condition de rachat, pour employer l'expression de Luro, ne transfère à l'acquéreur que la jouissance, la possession de l'immeuble ; il perçoit les fruits, mais la nue propriété reste entre les mains du vendeur ; il y a mutation de possession et non pas de propriété, démembrement et non pas transfert du droit de propriété. La mutation de possession n'est d'ailleurs dans le contrat de vente sous condition de rachat du droit annamite qu'un élément accessoire ; l'analyse y dissocie deux opérations différentes : le versement d'une somme d'argent et le transfert de jouissance d'un immeuble. Le versement d'une somme d'argent par l'acheteur au vendeur est l'essence même de la transaction et constitue en réalité un prêt ; quant à la mutation de possession, elle n'est que l'accessoire de

l'opération précédente et s'assimile à la constitution d'un gage au profit du prêteur.

Telle est la physionomie générale de la vente à rachat du droit annamite, d'après la jurisprudence : on n'est pas réellement en présence d'une vente, puisque l'acquéreur ne devient pas propriétaire, mais d'un prêt garanti par une antichrèse, autrement dit un nantissement immobilier.

Ce contrat comporte d'ailleurs plusieurs variétés. En général, les revenus des biens engagés compensent les intérêts de la somme prêtée : le débiteur ne remboursera à l'échéance que le capital qu'il a reçu. Parfois, cette compensation n'est que conditionnelle : l'emprunteur paiera capital et intérêts s'il reprend son bien avant tel délai, par exemple trois ans ; au contraire, s'il laisse son créancier en possession pendant ce laps de temps, il ne sera tenu de rendre que le capital. Plus rarement, la jouissance du bien compense intérêts et capital : au terme fixé, le débiteur dégagera son bien sans rien rembourser.

On pourrait croire que le contrat de nantissement immobilier ne présente pour l'emprunteur aucun risque, qu'il constitue au contraire un moyen ingénieux de crédit dans un pays qui ignorait l'hypothèque. Le paysan annamite, très attaché à sa terre qui porte les tombes de ses ancêtres, répugne à s'en défaire définitivement ; le « dien mai » lui permet de se procurer l'argent dont il a besoin tout en ne perdant que momentanément la possession de

son bien. En réalité, cette transaction n'est souvent qu'une forme déguisée de l'usure, qui comportera comme dénouement l'expropriation de l'emprunteur.

Le premier danger qu'offre pour lui l'opération réside dans le fait que l'acte renferme, dans la généralité des cas, la clause que les produits de l'immeuble compenseront les intérêts ; le créancier nanti, aussi longtemps qu'il demeurera en possession, percevra les fruits ; le débiteur, en revanche, ne remboursera, au moment du rachat, que le capital primitivement reçu. Or il se peut que l'emprunteur aux abois affecte en nantissement à son créancier, contre une faible somme, un immeuble dont les revenus dépasseront d'une façon sensible les intérêts auxquels le prêteur eût pu légitimement prétendre ; il n'y aura guère de rapport entre la somme prêtée et la rémunération perçue ; la transaction ne sera qu'une opération usuraire, où le taux de l'intérêt, que la loi n'aurait pu fixer, ne suivra d'autres règles et ne rencontrera d'autres limites que celles que lui impartira l'urgence plus ou moins grande du crédit.

Si, à l'arrivée du terme, le propriétaire réussit à racheter son bien, ce ne sera encore que demi mal ; le crédit aura sans doute été pour lui onéreux, mais il lui restera au moins la satisfaction de reprendre sa terre. Mais souvent, à l'échéance, il se trouvera dans l'impossibilité de rembourser ; le contrat de nantissement immobilier

comportera alors pour lui, si l'on applique à la lettre les ordonnances royales, un second danger, encore plus grave que le précédent. En effet, une ordonnance de la vingtième année de Minh Mang (1839) dispose que, si le débiteur laisse passer le délai fixé dans le contrat sans exercer son droit de retrait, le détenteur du bien en sera reconnu propriétaire et le rachat ne sera plus autorisé (1). La clause attribuant au créancier la propriété du bien nanti en cas de non rachat au terme est d'ailleurs de style et se rencontre dans la plupart des contrats de ce genre ; et, pour qu'elle joue, il suffira que, par suite de deux ou trois mauvaises récoltes, le débiteur ne puisse économiser la somme nécessaire pour effectuer le retrait ; ce sera pour lui l'expropriation, il verra sortir de son patrimoine un bien dont la valeur vénale sera souvent très supérieure au montant du prêt.

La jurisprudence française, après quelques hésitations, interprète actuellement dans un sens plus favorable au débiteur le contrat de nantissement immobilier : considérant le prêteur comme un créancier gagiste, elle déclare nulle et non avenue la clause attributive de propriété en cas de non remboursement à l'échéance ; elle lui reconnaît seulement le droit de recourir aux voies légales de l'expropriation, c'est-à-dire de faire vendre le

(1) Philastre, Code Annamite, Tome I, page 469.

bien et de se payer par privilège jusqu'à due concurrence sur le montant du prix.

Le législateur, en diminuant le taux de l'intérêt, la jurisprudence en atténuant les dangers du nantissement immobilier, ont sans doute contribué à rendre un peu moins précaire la situation de l'emprunteur ; mais ce ne sont là que des demi remèdes. Le problème qui s'est posé aux pouvoirs publics dès le lendemain de l'occupation de l'Indochine par les Français, a été de mettre le « nha qué » (1) à l'abri de l'usure, de faire en sorte qu'il ne se trouvât plus dans l'obligation de s'adresser aux Chinois et aux chettys (2), spécialistes du prêt d'argent qui constitue pour eux une véritable industrie et combien lucrative. Le seul moyen de sortir le cultivateur annamite de l'engrenage où il se trouve pris si facilement, était de mettre à sa portée, à un taux relativement bas, les fonds dont il avait besoin pour l'exploitation de son domaine. C'est de ce désir que procède l'organisation en Indochine des prêts sur récoltes. Ils constituent en ce pays le premier échelon du crédit agricole, qui devait successivement s'enrichir par la création des sociétés indigènes de crédit mutuel agricole et de prévoyance et, dernière étape, par l'apparition des banques de crédit populaire agricole.

(1) Paysan annamite.

(2) Prêteurs hindous.

L'étude des prêts sur récoltes comportera deux parties :

I. — Economie générale des prêts sur récoltes en Cochinchine, en Annam et au Tonkin.

II. — Résultats obtenus par l'institution des prêts sur récoltes ; examen critique de cette formule de crédit.

PREMIÈRE PARTIE

**Economie générale des Prêts sur Récoltes
en Cochinchine, en Annam
et au Tonkin**

La loi du 5 novembre 1894 (1) a marqué en France le premier stade de l'organisation du crédit agricole. Il est curieux de constater que, au moment où la métropole cherchait la solution de ce problème, fonctionnait déjà dans les colonies, une institution destinée à apporter au cultivateur une aide financière. Les lois des 30 avril 1849 et 11 juillet 1851, créant à la Guadeloupe, à la Martinique et à la Réunion une banque de prêt et d'escompte, avaient en effet autorisé ces établissements à consentir des avances sur cession de récoltes pendantes ; il en avait été de même au Sénégal et à la Guyane par suite des décrets des 21 décembre 1853 et 1^{er} février 1854.

L'organisation dans les anciennes colonies, aux environs de 1850, d'un système de crédit agricole, fut une conséquence directe de l'abolition de l'esclavage, consacrée par décret du 27 avril 1848. Cette abolition avait eu pour effet d'augmenter dans des proportions considérables le prix de la main d'œuvre ; des banques furent créées dans le but de venir en aide aux planteurs, en leur consentant des avances pour leur permettre d'acheter des engrais, de payer les salaires de leurs ouvriers ou d'ajourner à un moment favorable la vente de leurs produits.

(1) Loi sur les sociétés de crédit agricole.

Une difficulté s'était présentée, tenant à la garantie que devrait fournir l'emprunteur. Les banques n'escomptent en général que sur deux ou trois signatures, l'une d'entre elles pouvant être suppléée par la remise de titres mobiliers, de lingots d'or ou d'argent, de warrants, récépissés ou actes de dépôt de marchandises. Le cultivateur désireux de faire appel à la Banque n'eût pas trouvé facilement une personne disposée à lui donner son aval ; par ailleurs, le plus souvent, il n'aurait pu offrir les gages qui remplacent la seconde signature ; aussi, en vue de lui faciliter l'accès au crédit, les statuts des banques coloniales ont décidé que l'escompte serait consenti sur deux signatures, dont l'une pourrait être suppléée par « la cession d'une récolte pendante ».

Un examen rapide de cette formule de crédit mise en œuvre dans les anciennes colonies permettra d'établir un parallèle avec l'institution similaire qui a été créée plus tard en Indochine.

Les statuts annexés aux lois des 24 juin 1874 et 13 décembre 1901 portant prorogation du privilège des banques coloniales, reconnaissent à celles-ci le droit d'escompter soit des obligations négociables ou non négociables garanties par des cessions de récoltes pendantes, soit des billets à ordre portant au moins deux signatures, dont l'une peut être suppléée par une cession de récoltes pendantes.

En principe, seuls les propriétaires sont admis au

bénéfice des prêts ; cependant, le même avantage est accordé aux « fermiers, métayers, locataires de terrains ou entrepreneurs de plantations », à la condition qu'ils soient munis de l'adhésion du propriétaire foncier.

La personne qui désire emprunter à la banque sur cession de récoltes pendantes fait connaître cette intention par une déclaration inscrite un mois à l'avance ainsi que, éventuellement, l'adhésion du propriétaire, sur un registre spécialement tenu à cet effet par le receveur de l'enregistrement. Les créanciers ayant hypothèque sur l'immeuble ou privilège sur la récolte, ou porteurs d'un titre authentique contre le propriétaire, peuvent s'opposer au prêt demandé pourvu que leur créance soit exigible pour une portion quelconque dans un délai ne dépassant pas trois mois. Cette opposition est reçue par le receveur de l'enregistrement, qui la mentionne en marge de la déclaration, et portée devant le tribunal compétent, qui statue sur sa validité. Un extrait du registre doit être délivré à tout requérant. Un mois après la demande faite par l'emprunteur, le prêt, dont le montant ne doit pas être supérieur au tiers de la valeur de la récolte, peut être réalisé par la banque.

Différentes dispositions ont pour but de réduire autant que possible les risques courus par la banque. Tout d'abord, en cas de concours de créanciers, elle se trouve, quant au gage, dans une situation particulièrement favorable : moyennant la transcription de l'acte de cession,

elle est considérée comme saisie de la récolte ; elle ne peut être primée ni par des créanciers antérieurs, du moins en principe — ceux-ci avaient la faculté de faire opposition au prêt — ni par des créanciers postérieurs, qui ont pu, grâce au système de publicité, avoir connaissance de la cession des récoltes pendantes. Seuls lui seront préférables les créanciers qui auront pratiqué une saisie immobilière transcrite antérieurement au prêt, ou le Trésor Public, qui jouit d'un privilège pour le recouvrement des contributions.

Par ailleurs, la banque est efficacement protégée contre les risques provenant de la personne de l'emprunteur lui-même. En premier lieu, s'il néglige de faire la récolte en temps utile, la banque peut, après une mise en demeure et par simple ordonnance du juge de paix de la situation, être autorisée à y procéder au lieu et place du débiteur ; les frais qu'elle aura engagés lui seront remboursés en addition au principal de la créance et par privilège sur la récolte. En second lieu, la banque peut stipuler que les produits seront, au fur et à mesure de la réalisation, versés dans des magasins publics, de manière à convertir le prêt sur cession en prêt sur nantissement : la marchandise sera représentée par un récépissé ou warrant susceptible de transfert par voie d'endossement. Enfin, en troisième lieu, l'article 408 du Code Pénal est applicable à tout propriétaire, usufruitier, gérant, administrateur ou autre représentant du proprié-
tair-

re, à tout fermier, métayer, locataire de terrains ou entrepreneur de plantations qui aura détourné ou dissipé, en tout ou en partie, au préjudice de la banque, la récolte pendante cédée à cet établissement.

Quant à l'échéance des prêts, les statuts des banques coloniales disposent qu'elle ne doit pas dépasser cent vingt jours, sauf prorogation en certains cas. Le débiteur a, en principe, la faculté d'anticiper sa libération ; il lui est alors fait remise des intérêts à raison du temps à courir jusqu'au terme. En cas de non remboursement à l'échéance, la Banque a le droit, huitaine après une simple mise en demeure, soit de requérir la vente aux enchères publiques des récoltes sur pied, nonobstant toute opposition, soit de se faire envoyer en possession pour « fabrication », sans préjudice des autres poursuites qu'elle peut engager contre le débiteur, jusqu'à entier remboursement des sommes prêtées, en capital, intérêts et frais.

Les traits marquants de l'organisation dans les anciennes colonies des prêts sur cession de récoltes pendant sont les suivants :

1°) les agents de l'administration n'accordent leur concours que pour l'inscription des demandes d'emprunt et des oppositions ; le personnel de la banque prend à sa charge toutes les opérations des prêts, telles que : instruction de la demande, évaluation, surveillance et réalisation du gage, remise de l'argent aux emprunteurs, contrôle des remboursements ;

2°) les prêts ne sont garantis que par les récoltes ; la propriété de l'emprunteur constitue aussi, sans doute, une sûreté pour la banque, mais seulement en vertu de ce principe de droit commun que tous les biens du débiteur forment le gage général de son créancier ;

3°) les prêts sont consentis par le procédé de l'escompte d'une obligation négociable ou non négociable, ou d'un billet à ordre ;

4°) les récoltes peuvent faire l'objet, soit d'une cession à la banque, soit, dans le cas où elles sont déposées dans un magasin public, d'un nantissement ;

5°) la banque accorde les avances sous sa seule responsabilité et avec ses propres ressources ; elle court tous les risques de l'opération et en tire tout le bénéfice ; la colonie n'intervient pas en qualité de caution.

Au moment où les prêts sur récoltes apparurent dans nos possessions d'Extrême-Orient, ce mode de crédit ne constituait donc pas une nouveauté dans notre histoire économique coloniale.

Le décret du 21 janvier 1875, instituant pour la Cochinchine et l'Inde française une banque d'émission, de prêt et d'escompte, sous la dénomination de Banque de l'Indochine, confère à cet établissement « tous les droits et privilèges en matière de prêts sur récoltes édictés par la loi du 24 juin 1874 au profit des banques coloniales ». L'article 20 des statuts annexés à ce décret stipule que la

banque peut consentir des prêts sur récoltes soit aux individus, soit aux collectivités agricoles ayant qualité de personnes civiles, dans les conditions prescrites par la même loi.

On pourrait donc supposer que l'on avait l'intention, en 1875, d'étendre à la Cochinchine l'organisation des prêts sur cession de récoltes pendants telle qu'elle fonctionnait déjà dans les anciennes colonies ; les statuts de la Banque de l'Indochine annexés au décret du 21 janvier 1875 sont d'ailleurs, à ce point de vue, à peu près analogues à ceux qui viennent d'être parcourus. On s'est arrêté cependant à une autre formule de crédit, comportant la responsabilité pécuniaire de l'administration. Le système a été appliqué dès 1876, bien qu'il n'eût pas été prévu par les statuts de la Banque, qui ne reconnaissent à cet établissement que le droit de consentir des prêts sur récoltes suivant le mode déterminé par la loi du 24 juin 1874, c'est-à-dire des prêts sur cession de récoltes pendants ; ce n'est que par décret du 20 février 1888 que ces statuts ont été complétés par la disposition suivante : « lorsque les prêts sur récoltes auront lieu avec le concours ou la garantie de l'administration locale, ils seront effectués dans les formes et conditions établies d'un commun accord par ladite administration et la Banque ».

Du fait de ce concours et de cette garantie découlent des différences essentielles entre le régime des prêts sur récoltes organisé en Cochinchine et plus tard en Annam

et au Tonkin, et l'institution des prêts sur cession de récoltes pendantes qui a fonctionné dans les anciennes colonies.

Les deux systèmes de crédit reposent cependant sur le même principe : le cultivateur désireux d'obtenir des avances de la Banque ne pourrait que difficilement lui fournir les garanties exigées d'un emprunteur ordinaire, à savoir l'engagement d'une tierce personne ou le dépôt de titres, de lingots, de marchandises ; si on veut lui faciliter l'accès au crédit, il faut lui permettre d'emprunter sur gage constitué par ses produits.

Les prêts sur récoltes devaient intéresser seulement les indigènes ; ils ont cependant été étendus aux colons français de la Cochinchine et aux cultivateurs chinois domiciliés dans les territoires militaires. On étudiera plus spécialement les prêts en faveur des indigènes.

Cette formule de crédit n'a été appliquée que dans trois des possessions qui constituent l'Indochine : en Cochinchine, colonie, en Annam et au Tonkin, pays de protectorat. Le Laos, le Cambodge et le territoire de Kouang-Tchéou-Wan sont restés en dehors de cette organisation.

CHAPITRE PREMIER

L'ORGANISATION DES PRÊTS SUR RÉCOLTES EN FAVEUR DES INDIGÈNES

Les prêts sur récoltes ont été institués en Cochinchine en faveur des indigènes par un arrêté de l'Amiral Duperré, Gouverneur, en date du 21 avril 1876 (1), modifié successivement par les arrêtés du 21 janvier 1886 du Gouverneur, 23 janvier 1888 du Lieutenant Gouverneur, 12 décembre 1893 du Gouverneur général, 17 octobre 1896 du Lieutenant Gouverneur et 11 janvier 1897 du Gouverneur Général.

En 1888, le Résident Général Parreau pensa appliquer au Tonkin la même réglementation, quelque peu retouchée ; il établit dans ce sens et adressa aux chefs de province pour avis un projet d'arrêté ; ce projet n'eut pas de suite immédiate (2).

Le Gouverneur Général de Lanessan s'intéressa égale-

(1) Cet arrêté a été soumis à l'approbation ministérielle.

(2) Circulaire du Résident Général Parreau du 14 septembre 1888, Recueil de législation en vigueur en Annam et au Tonkin par Ganter, page 219.

ment à la question du crédit agricole, mais n'intervint que dans des cas d'espèce : par arrêté du 5 décembre 1892, par exemple, il mit à la disposition du Résident de Bac Ninh une avance de 6.000 piastres, remboursable dans le délai d'un an, et destinée à l'achat de buffles, semences et instruments aratoires pour les villages en voie de reconstitution dans cette province.

Le Gouverneur Général Fourès reprit le projet du Résident Général Parreau et, par arrêté du 11 janvier 1897, étendit à l'Annam et au Tonkin, tel à peu près que ce dernier l'avait conçu, le régime des prêts sur récoltes. Cet arrêté, modifié le 20 avril de la même année, fut abrogé et remplacé par un arrêté du 25 septembre 1898 du Gouverneur Général Paul Doumer.

A l'heure actuelle, les prêts sur récoltes fonctionnent encore en Cochinchine ; ils ont au contraire été supprimés en Annam et au Tonkin par arrêté du Gouverneur Général en date du 20 novembre 1927.

Le but de cette institution est de faciliter « la mise en valeur et l'exploitation des propriétés agricoles des emprunteurs » (1), en leur procurant à des conditions aussi peu onéreuses que possible, et moyennant un gage qu'il leur est aisé de fournir, les fonds dont ils ont besoin pour acheter des semences, des engrais, des animaux de labour, ou pour faire des avances à leurs fermiers et métayers.

(1) Arrêté du 25 septembre 1898.

L'étude de ce système de crédit agricole donnera lieu aux paragraphes suivants :

- 1° demande de prêt ;
- 2° procédure de paiement ;
- 3° taux des intérêts ;
- 4° nature du gage ;
- 5° dates et modalités de remboursement ;
- 6° responsabilité des notables et du village ;
- 7° responsabilité de la colonie.

1° — LA DEMANDE DE PRÊT.

Quand, dans une commune, un ou plusieurs inscrits (1) désirent obtenir de la Banque de l'Indochine un prêt sur récoltes, la commune établit dans ce sens, en leur nom et pour leur compte, une demande sur papier timbré, en triple expédition (2) ; cette demande doit obligatoirement indiquer : 1°) les noms, prénoms et domiciles de tous les propriétaires qui sollicitent un prêt ; 2°) la situation exacte des terres de chacun d'eux, leur contenance, la catégorie et les origines de la propriété, la nature de la culture ; 3°) l'évaluation de la récolte pour chaque ter-

(1) Inscrits sur les rôles d'impôt.

(2) En Cochinchine, une circulaire du Directeur de l'Intérieur en date du 5 mai 1877, décida, dans un but de simplification, que les demandes ne seraient établies qu'en double expédition, celle destinée à la Banque étant supprimée et remplacée par un bordereau mentionnant les principales énonciations de la demande.

re ou, si la demande a lieu avant que la récolte ne soit pendante, la moyenne des dernières années ; 4°) le montant du prêt sollicité par chacun des propriétaires et le total des sommes partielles ainsi que, en Annam et au Tonkin, la destination que l'emprunteur compte réserver aux fonds demandés ; et enfin, 5°) l'engagement de rembourser, dans un délai qui a fréquemment varié, le montant du prêt consenti par la Banque.

La demande est scellée du cachet du village ; en outre, en Cochinchine, elle est « signée », en Annam et au Tonkin « agréée et signée » par le maire et deux notables. Ces derniers, accompagnés de tous les emprunteurs partiels (1), la portent, en Cochinchine à l'Inspection, en Annam et au Tonkin à la Résidence, au Commandement du Cercle ou au Commissariat du Gouvernement (2). La demande d'emprunt y est vérifiée dans ses énonciations et déclarations ; si elle semble régulière, elle est enregistrée moyennant la perception d'un droit fixe, dont le montant

- (1) La circulaire précitée du Directeur de l'Intérieur a, en Cochinchine, accordé aux chefs de province la faculté de n'exiger que la présence d'un ou de deux notables munis des pièces en due forme.
- (2) En 1898, le Tonkin comprenait : 1° des provinces dirigées par des Résidents ; 2° des territoires militaires, au nombre de quatre (Arrêté du Gouverneur Général du 5 août 1896), avec sièges à Lang Son, Cao Bang, Tuyen Quang et Laokay, placés sous l'autorité d'officiers supérieurs et divisés eux-mêmes en un certain nombre de Cercles ; 3° deux Commissariats du Gouvernement, à Van Bu (devenu la province de Sonla) et Hòa Binh.

a d'abord varié suivant les pays : en Cochinchine, il fut d'un franc (1), puis de vingt cents par emprunteur (2) ; en Annam-Tonkin, il était également au début d'un franc par emprunteur (3) ; il fut ensuite fixé à un franc pour chaque demande, quel que fût le nombre des emprunteurs (4). Enfin, un arrêté du Gouverneur Général du 13 novembre 1900 sur l'enregistrement des actes soumis à la loi française porta ce droit à une piastre vingt pour la Cochinchine, l'Annam et le Tonkin. Ce droit, qui profitait aux budgets provinciaux (5), n'était d'ailleurs pas à proprement parler un droit d'enregistrement, mais plutôt une taxe spéciale pour inscription de la demande.

Après enregistrement, une des expéditions de la demande est, en Cochinchine, adressée pour approbation au Gouverneur ; la seconde est rendue au village. En Annam et au Tonkin, une des expéditions est également remise à la commune ; les deux autres sont envoyées par le chef de province, pour approbation au Résident Supérieur, qui en transmet une à la Banque.

Il y a lieu de remarquer tout d'abord que les demandes de prêt ne sont pas individuelles mais collectives ; elles ne sont pas établies par chaque emprunteur et pour son propre compte, mais par la commune au nom et pour

(1) Arrêté du 21 avril 1876.

(2) Circulaire du Directeur de l'Intérieur du 3 février 1886.

(3) Arrêté du 11 janvier 1897.

(4) Arrêtés des 20 avril 1897 et 25 septembre 1898.

(5) Supprimés au Tonkin et en Annam en 1911 et 1913.

le compte des inscrits qui désirent obtenir des avances de la Banque. Cette disposition, curieuse en tant qu'elle fait intervenir le village dans des affaires essentiellement privées, s'explique par ce fait que, de tout temps, en pays d'Annam, le Gouvernement a ignoré l'individu, à qui il ne s'adresse jamais ; il ne connaît que la commune, cellule constitutive de la société, qui perçoit l'impôt, certifie les contrats, fournit les milices.

La demande, ainsi qu'on l'a vu, doit indiquer « les nom, prénoms et domiciles de tous les propriétaires qui voudront contracter un emprunt à la Banque ». La réglementation des prêts sur récoltes spécifie donc très nettement que seuls les propriétaires pourront solliciter un prêt ; moins libérale que l'institution similaire qui a fonctionné dans les anciennes colonies, elle exclut les possesseurs de terrains à titre précaire. Cette différence de régime tient à ce que le gage accordé à la Banque n'a pas été conçu d'une façon identique dans leurs deux groupes de colonies.

La demande d'emprunt, en Cochinchine, en Annam et au Tonkin, ne donne lieu à aucune publicité. Ce fait aura son importance au moment où seront examinés les droits de la Banque sur le gage.

Il y a enfin lieu d'observer que la demande peut être adressée à la Banque à toute époque de l'année (1) ,

(1) Circulaire précitée du Directeur de l'Intérieur.

l'échéance seule est fixe ; un prêt peut donc être sollicité, soit avant que les labours n'aient été effectués, soit après les travaux d'ensemencement, alors que la récolte est déjà pendante.

2° — LE PAIEMENT DES PRÊTS SUR RÉCOLTES.

La demande d'emprunt a été adressée par le chef de province au Gouverneur (1) ou au Résident Supérieur ; leur approbation rend le contrat définitif et, en Annam-Tonkin, opposable à la Banque de l'Indochine ; celle-ci serait donc, du seul fait de l'approbation de la demande, liée vis-à-vis de l'Administration qui lui donne sa garantie, et tenue, par suite, de consentir les prêts ; en pratique, les avances ne sont accordées qu'avec son agrément.

Des précautions sont prises en ce qui touche le montant des prêts dans le but de limiter les risques de l'opération. En Cochinchine, en Annam et au Tonkin, les prêts ne doivent pas — cette règle est d'ailleurs suivie en général par les Banques pratiquant des avances sur nantissement — dépasser le tiers de la valeur des récoltes des terres appartenant aux emprunteurs. Cette disposition explique que la demande doit, obligatoirement, contenir une

(1) L'arrêté du 21 avril 1876 disposait que, en Cochinchine, les contrats devenaient définitifs après l'approbation du Directeur de l'Intérieur ; cet emploi a été supprimé par décret du 29 octobre 1887 qui a dévolu au Lieutenant Gouverneur toutes les attributions précédemment exercées par le Directeur de l'Intérieur.

évaluation de la récolte pour chaque terre ou, si elle est présentée avant que la récolte ne soit pendante, indiquer la moyenne obtenue pendant les années précédentes.

Quant au paiement lui-même, il comporte des modalités différentes suivant qu'il s'agit de la Cochinchine ou de l'Annam et du Tonkin.

En Cochinchine, le Gouverneur, après avoir approuvé le projet de contrat, transmet à la Banque un bordereau mentionnant la date de la demande, les noms des emprunteurs par commune et canton, la contenance et la catégorie de la propriété, l'évaluation approximative de la récolte, la somme sollicitée et l'échéance (1). Le Directeur de la Banque adresse en retour au Gouverneur un bon à payer ; le Gouverneur l'envoie au chef de province, qui, lui-même, le remet au Trésor ; le montant de ce bon est versé aux emprunteurs par le Trésor, qui en est immédiatement remboursé ou crédité par la Banque. En Cochinchine, le chef de province se contente donc d'examiner les demandes de prêt et de les enregistrer s'il les estime régulières ; il n'a pas qualité pour prendre lui-même l'initiative du paiement ; le versement des fonds entre les mains des emprunteurs est subordonné à l'approbation du contrat par le Gouverneur, et seule la Banque peut délivrer le bon à payer.

(1) Ce bordereau a remplacé en Cochinchine la troisième expédition de la demande.

Il en était de même en Annam et au Tonkin sous le régime de l'arrêté du 11 janvier 1897. Cette procédure avait l'inconvénient de reporter à une date plus ou moins éloignée la remise des fonds aux cultivateurs, inconvénient d'autant plus appréciable que, le plus souvent, le montant des prêts demandés était faible. L'arrêté du 25 septembre 1898 apporta en la matière une heureuse innovation : certains paiements peuvent être effectués sur l'ordre du chef de province dès enregistrement de la demande et avant toute approbation de la part du Résident Supérieur ; d'autres, au contraire, ne peuvent avoir lieu qu'après cette approbation. Il faut, en effet, distinguer, en Annam et au Tonkin, suivant que le montant du prêt sollicité excède ou non la somme de cent cinquante piastres.

Quand l'avance demandée est inférieure ou égale à 150 \$, le chef de province peut, après enquête sommaire, et s'il estime que le prêt doit être immédiatement consenti, délivrer séance tenante aux emprunteurs une réquisition de paiement sur la caisse du payeur, du percepteur ou du gérant de fonds d'avance ; cette réquisition est payable à présentation entre les mains des véritables emprunteurs, et en présence du maire et de deux notables, le titulaire de la réquisition ne pouvant, en aucun cas, se faire représenter. Mention de ce paiement est portée sur les trois expéditions de la demande, dont l'une est rendue au village et les deux autres transmises au Résident Supérieur pour régularisation et remboursement par la Banque au

Trésor de l'avance faite par le payeur, percepteur ou gérant de caisse. La réquisition délivrée par le chef de province n'est que provisoire et doit être échangée contre un bon à payer définitif émis par la Banque.

Pour les emprunts de moyenne importance, c'est-à-dire de cent cinquante piastres au maximum, le soin est donc laissé aux chefs de province, en Annam et au Tonkin, de consentir eux-mêmes les avances, sans être obligés d'en référer préalablement au Résident Supérieur. La procédure de paiement est ainsi considérablement assouplie et les emprunteurs sont immédiatement mis en possession de la somme demandée (1).

Au contraire, s'il s'agit de sommes supérieures à 150 \$, on ne relève, du moins dans les arrêtés, aucune différence entre la procédure suivie en Annam et au Tonkin et celle appliquée en Cochinchine : le chef de province n'a aucune initiative en ce qui concerne le paiement, qui ne peut être effectué qu'après approbation du contrat par le Résident Supérieur ; la demande d'emprunt, une fois approuvée, est adressée au Directeur de la Banque, qui émet un bon à payer.

Cependant, au Tonkin, une procédure plus rapide de

(1) A partir de 1910, le Résident Supérieur au Tonkin s'est réservé le droit de consentir les prêts sur récoltes, même inférieurs à 150 \$, enlevant ainsi aux chefs de province et commandants de territoires militaires les prérogatives qui leur avaient été reconnues antérieurement (circulaire du 14 octobre 1910).

paiement a été prévue, même pour les sommes supérieures à 150 \$ (1). Après avoir approuvé les demandes, le Résident Supérieur, au lieu de les transmettre à la Banque, les renvoie au chef de province, qui en fait payer le montant aux intéressés par réquisition de paiement sur le percepteur ; le chef de province fait ensuite retour de ces contrats au Résident Supérieur, après y avoir porté la mention du paiement ; le Chef d'Administration locale les adresse enfin à la Banque, qui émet le bon à payer.

En résumé, le paiement des prêts sur récoltes est toujours effectué, en Cochinchine, en Annam et au Tonkin, par les agents et sur les fonds du Trésor, qui en est ensuite crédité par la Banque.

Il reste à examiner en quelles mains est payé le montant des avances. On a vu que la demande de prêt n'est pas individuelle, mais établie par la commune au nom et pour le compte de ses inscrits ; de même, les sommes prêtées ne sont pas versées directement aux emprunteurs, mais « mises à la disposition des villages » et réparties ensuite par les notables entre les intéressés ; il est donc fait abstraction de l'individu aussi bien en ce qui touche le paiement qu'en ce qui concerne la demande d'emprunt. Ce principe comporte une exception, déjà mentionnée : le montant des prêts n'excédant pas 150 \$, consentis direc-

(1) Circulaire du Résident Supérieur au Tonkin en date du 17 décembre 1898.

tement en Annam et au Tonkin par les chefs de province, ne peut être versé qu'entre les mains des véritables emprunteurs.

3° — LES INTÉRÊTS DES PRÊTS SUR RÉCOLTES.

Le taux des intérêts a été fréquemment modifié, du moins en Cochinchine. L'arrêté du 21 avril 1876 stipulait que l'emprunteur paierait à la Banque un intérêt annuel de 15 % ; cet établissement, « en échange des garanties et facilités » qui lui étaient données, prenait l'engagement de verser à l'Administration, tous les ans, 3 % des intérêts ; sa part se trouvait de la sorte réduite à 12 %. Cependant, une autre disposition de l'arrêté lui permettait de reprendre une partie de ce qui lui était retenu par ailleurs : la Banque avait droit, en effet, à une commission fixe de 1 % du montant total des opérations, pour l'indemniser de ses « frais exceptionnels ».

Cette commission fixe n'avait pas de raison d'être, d'autant plus que, ainsi qu'on le verra plus tard, les prêts sur récoltes ne faisaient courir à la Banque de l'Indochine aucun risque. Aussi, un arrêté du 21 janvier 1886 la supprima-t-il définitivement ; le taux de l'intérêt fut ramené de 15 % à 11 %, la Banque versant tous les ans au Trésor la part d'intérêt excédant 10 %.

La rémunération accordée à l'établissement de prêt parut encore excessive ; un arrêté du 17 novembre 1896 décida — le taux payé par l'emprunteur demeurant tou-

jours fixé à 11 % — que la Banque toucherait 6 % et verserait le supplément, soit 5 %, au service local ; la faculté fut reconnue à l'Administration de diminuer sa ristourne, cette réduction devant néanmoins profiter exclusivement aux cultivateurs ; en conséquence, la Banque ne pourrait jamais toucher plus de 6 % d'intérêts.

La latitude ainsi accordée à l'Administration de faire bénéficier les emprunteurs d'une partie de la ristourne équivalait en réalité, s'il en était fait usage, à une diminution du taux de l'intérêt. Au lieu de donner à l'Administration la possibilité de réduire ce taux en abandonnant aux emprunteurs une partie de la ristourne de 5 %, il était plus simple d'abaisser le taux d'intérêt lui-même et de décider que la ristourne serait acquise définitivement et en totalité au Trésor.

L'arrêté du 11 janvier 1897 adopta cette solution ; il diminua le taux de l'intérêt de 11 % à 8 %, fixa à 2 0/0 le montant de la ristourne qui serait faite par la Banque à l'Administration pour couvrir cette dernière de sa garantie. Actuellement, la réglementation n'ayant pas été modifiée depuis 1897 en Cochinchine, l'emprunteur paie donc un intérêt de 8 % par an ; 6 % profitent à la Banque et 2 % reviennent au Trésor à titre de ristourne.

On a, ainsi, vu diminuer progressivement en Cochinchine le taux d'intérêt des prêts sur récoltes : de 15 % il a passé à 11 % puis à 8 %. Parallèlement, a été réduite la

rémunération accordée à la Banque de l'Indochine, qui, de 12 %, est tombée à 10 % et enfin à 6 0/0.

En Annam et au Tonkin, l'arrêté du 25 septembre 1898 n'a fait que reproduire les dispositions de l'arrêté du 11 janvier 1897 fixant le dernier état de la réglementation en Cochinchine : taux d'intérêt de 8 %, dont 6 % à la Banque et 2 % à l'Administration. La moitié de la ristourne de 2 % a profité, jusqu'à leur suppression en 1911 et 1913, aux budgets provinciaux.

Les intérêts commencent à courir en Cochinchine dès la remise des fonds aux communes. Il en était de même en Annam et au Tonkin d'après l'arrêté du 11 janvier 1897. L'arrêté du 25 septembre a apporté en cette matière une modification favorable aux débiteurs : les intérêts ne sont calculés qu'à compter du jour où le Trésor a été remboursé par la Banque des sommes qu'il a avancées, date dont il est donné avis télégraphiquement au chef de province ; l'emprunteur ne paie aucun intérêt pour l'espace de temps compris entre la date à laquelle il a reçu les fonds et celle où la Banque a remboursé au Trésor le montant du prêt.

En Cochinchine, en Annam et au Tonkin, les intérêts cessent de courir, tant pour l'emprunteur que pour l'Administration, le lendemain du remboursement. La colonie ou le protectorat ne doit aucun intérêt à la Banque pour le temps qui s'écoule entre la date du versement effectué

par l'emprunteur et celle à laquelle il en est donné avis à la Banque.

4° — LA NATURE DU GAGE DANS L'INSTITUTION DES PRÊTS SUR RÉCOLTES.

Les prêts consentis par la Banque de l'Indochine sont garantis par les récoltes de l'emprunteur et, au besoin, par le fonds lui-même.

Ce mode de crédit tire précisément son originalité de ce que les récoltes constituent une sûreté au profit de la Banque. On a attendu en France jusqu'en 1898 (1) pour organiser, au moyen des warrants agricoles, un système de crédit basé sur la mise en gage des récoltes : le cultivateur peut, tout en les conservant dans ses granges, emprunter sur les produits de son domaine ; il les donne fictivement en gage et se fait délivrer un warrant qu'il remet à son créancier ; au cas où il disposerait de son gage au préjudice de ce dernier, il serait passible de poursuites pénales. Le warrant permet donc au cultivateur d'obtenir des avances sur des récoltes déjà réalisées.

La solution adoptée en Indochine est plus hardie ; non seulement les récoltes ne sont pas nécessairement faites lorsque le prêt est consenti, mais même, très souvent, le cultivateur n'a encore entrepris aucun travail ; la demande d'emprunt peut être, en effet, adressée à la Banque à

(1) Loi du 18 juillet 1898 sur les warrants agricoles.

toute époque de l'année, même avant que la récolte ne soit pendante ; dans ce dernier cas, l'avance est donc accordée à l'emprunteur à un moment où il ne peut fournir aucune garantie, du moins en récoltes ; ce gage ne sera constitué que dans l'avenir.

Cette expression de gage appliquée à la sûreté formée par les récoltes est d'ailleurs inexacte, au point de vue juridique : le gage se définit un contrat par lequel le débiteur lui-même ou un tiers remet au créancier un objet mobilier destiné à lui servir de sûreté (1) : le gage affecte donc par essence un bien meuble, et implique la dépossession du débiteur qui se dessaisit en faveur du créancier des biens donnés en garantie. A aucun moment, la sûreté constituée par les récoltes ne répond à cette définition : si le prêt est consenti avant que les récoltes ne soient pendantes, la sûreté ne prendra corps que dans l'avenir ; or les choses futures ne peuvent faire l'objet d'un contrat de gage. Par ailleurs, le cultivateur ne se dessaisit jamais, de même que dans le régime des warrants agricoles, de ses récoltes une fois réalisées ; il les conserve chez lui et ne consent à son créancier qu'un gage purement fictif. Enfin, des récoltes ne peuvent faire l'objet d'un contrat de gage qu'une fois « que les grains sont coupés et les fruits détachés », c'est-à-dire dès qu'elles ont acquis la qualité de meubles du fait de la séparation ; tant qu'elles sont pen-

(1) Planiol, *Traité élémentaire de Droit Civil*, T. II, page 762.

dantes, les récoltes sont, d'après l'article 520 du Code Civil, réputées immeubles par nature, donc non susceptibles de gage.

Telle est la première garantie donnée à la Banque de l'Indochine : les récoltes de l'emprunteur. Mais ce gage est particulièrement fragile ; les récoltes peuvent être médiocres ou même inexistantes ; aussi une seconde sûreté a-t-elle été instituée en faveur de l'établissement de prêt : la terre elle-même répond du remboursement des sommes avancées ; les emprunteurs peuvent, à l'échéance, bénéficier d'un délai de rigueur de quinze jours ; si, à l'expiration de ce délai, ils se trouvent encore dans l'incapacité de se libérer, le gage est réalisé au profit de la Banque : les notables procèdent à l'exécution forcée sur simple ordre du chef de province et sans qu'il soit besoin d'une décision de justice (1) ; ils ont quinze jours pour vendre les récoltes et, si le produit n'en est pas suffisant pour désintéresser la Banque, « les terres engagées » elles-mêmes « pour le prix en être affecté, en atténuation ou jusqu'à due concurrence, au paiement des sommes dues ».

En ce qui touche les garanties dont bénéficie la Banque, deux différences essentielles existent entre les prêts sur récoltes et les prêts sur cession de récoltes pendantes : dans les anciennes colonies, la Banque ne consent d'avan-

(1) Arrêt de la Cour d'Appel de Saïgon, 11 mars 1897, Journal Judiciaire, année 1897, page 197.

ces que sur un gage-récoltes déjà né, et les prêts ne sont spécialement garantis que par les récoltes ; en Indochine, au contraire, le prêt peut être accordé à un moment où les récoltes sont encore inexistantes et est gagé à la fois sur les récoltes et la terre de l'emprunteur.

En raison de la dualité de la garantie accordée à la Banque de l'Indochine, les prêts sur récoltes tiennent à la fois du crédit agricole et du crédit foncier : ils participent du crédit agricole au sens strict du mot, si les prêts sont gagés sur des récoltes déjà réalisées : le crédit agricole, essentiellement mobilier, est en effet garanti par le capital d'exploitation, l'outillage de la ferme, le bétail et les récoltes une fois rentrées (1). D'un autre côté, les prêts sur récoltes relèvent du crédit foncier en tant qu'ils prennent la terre pour gage.

5° — DATES ET MODALITÉS DE REMBOURSEMENT DES PRÊTS SUR RÉCOLTES.

La question de la date du remboursement des prêts sur récoltes pose un véritable dilemme : il s'agit de concilier autant que possible deux intérêts différents, celui de l'emprunteur et celui de la Banque.

On peut, d'une part, fixer l'échéance à la date même de la récolte ; la Banque se trouvera alors dans une situation favorable pour récupérer les avances consenties, le

(1) Charles Gide.

cultivateur n'ayant pas encore disposé des produits donnés en gage. Mais, par ailleurs, l'emprunteur se verra dans l'obligation, pour désintéresser son créancier, de vendre sa récolte, au moins partiellement, à un moment où les prix ne sont peut-être pas avantageux, alors que, si on lui permettait d'attendre, il réaliserait ses produits dans des conditions meilleures. Dans cette première solution, l'intérêt de la Banque prime celui de l'emprunteur.

D'autre part, on peut reporter l'échéance à une date assez éloignée de la récolte : le cultivateur aura de la sorte toute facilité pour vendre ses produits au moment opportun ; malheureusement, la Banque risque de voir disparaître son gage, le débiteur pouvant disposer complètement de sa récolte et gaspiller l'argent provenant de la vente. Les intérêts de la Banque, qui se confondent ici avec ceux de la colonie, risquent de se trouver compromis.

La réglementation des prêts sur récoltes a, tour à tour, adopté ces deux solutions différentes.

En Cochinchine, la date des remboursements a été souvent modifiée. D'après l'arrêté de 1876, les emprunteurs devaient se libérer dans un délai de cent vingt jours, sauf prorogation, sur simple demande, jusqu'à l'achèvement de la récolte, c'est-à-dire jusqu'au 15 mars de chaque année s'il s'agissait de riz. Le recouvrement pouvait donc être poursuivi avant la date même de la récolte, la prorogation jusqu'à cette date n'étant accordée que sur demande spéciale. En 1877, une circulaire du Directeur de

l'Intérieur (1) modifia ces dispositions, en décidant que, pour les sommes prêtées sur les poivres, l'échéance serait reportée au 30 avril, date de la récolte de cette épice ; en ce qui concernait les autres cultures, le soin était laissé aux chefs de province de déterminer eux-mêmes la date de remboursement, à la condition qu'elle fût aussi proche que possible de l'époque de la récolte.

Un arrêté du 21 janvier 1896 modifia de nouveau la question des échéances : désormais les prêts devront être remboursés dans un délai de huit mois à compter du jour où les sommes auront été mises à la disposition des villages ; leur durée ne pourra jamais être inférieure à quatre mois. L'échéance des prêts étant ainsi retardée, la faculté prévue en 1876 pour les emprunteurs de solliciter une prorogation fut définitivement supprimée. Cette nouvelle réglementation avait l'avantage de permettre aux cultivateurs d'attendre le moment favorable pour vendre ; elle comportait cependant un inconvénient : les remboursements étaient effectués à des dates différentes pour chaque prêt, d'où défaut de régularité dans les recouvrements. La Banque de l'Indochine, pour y remédier, proposa de fixer les échéances, suivant la nature des récoltes, à des dates invariables, soit au 15 mars pour le riz et la canne à sucre et au 15 mai pour les poivres et autres cultures (2).

(1) Circulaire déjà citée du 5 mai 1877.

(2) Lettre du 21 janvier 1888 du Directeur de la Banque au Gouverneur de la Cochinchine.

A la suite de cette demande, une échéance fixe fut imposée à tous les emprunteurs : l'arrêté du 23 janvier 1888 décida — et ces dispositions n'ont pas été modifiées depuis — que le prêt devrait être remboursé en totalité le 15 mai de chaque année, quelle que fût la date de l'emprunt ou la nature des récoltes. L'échéance du 15 mars proposée par la Banque en ce qui concernait le riz et la canne à sucre, fut écartée comme trop rapprochée de la date de la récolte et ne laissant pas au cultivateur un délai suffisant pour réaliser ses produits dans de bonnes conditions.

En Annam et au Tonkin, l'arrêté du 11 janvier 1897 disposait que les prêts consentis par la Banque devraient être remboursés dans un délai de six mois, sauf prorogation, sur demande des intéressés, jusqu'à l'achèvement de la récolte, c'est-à-dire, s'il s'agissait du riz, jusqu'au 30 juin pour la première récolte et au 31 décembre pour la seconde. L'arrêté du 25 septembre 1898 n'apporta à ce sujet aucune modification et accorda la faculté de prorogation, supprimée en Cochinchine en 1886, pour six mois au maximum, l'échéance pouvant être ainsi reportée à un an.

En Cochinchine, en Annam et au Tonkin, l'emprunteur peut anticiper sa libération, les intérêts cessant de courir le lendemain du versement dans une caisse du Trésor.

Quant au remboursement lui-même, il comporte deux échelons : recouvrements effectués auprès des emprun-

teurs partiels par la commune et versements par le village au Trésor.

Les débiteurs paient à la commune les sommes qui leur ont été avancées, augmentées des intérêts. Pour assurer ce remboursement, la Banque envoie aux chefs de province, quinze jours avant l'expiration du terme, un état des sommes à recouvrer dans les circonscriptions qu'ils administrent ; les chefs de province adressent à leur tour aux communes des avertissements destinés à leur rappeler les échéances ; les notables procèdent alors aux recouvrements partiels sur les emprunteurs ; ces derniers peuvent, au cas où ils ne se trouveraient pas à même de rembourser immédiatement aux notables le capital et les intérêts, bénéficier d'un délai de rigueur de quinze jours, à l'expiration duquel l'exécution forcée est de droit. Les recouvrements ayant été effectués par les notables, ceux-ci en versent le montant contre reçu à la caisse du payeur, percepteur ou gérant de fonds d'avance de la province. Les payeurs transmettent immédiatement ces sommes au Trésorier-Payeur par mandat de trésorerie établi au nom de la Banque ; quant aux percepteurs et gérants de caisse, en Annam et au Tonkin, ils les transmettent par mandats postaux délivrés sans frais.

La ristourne de 2 % revenant à l'Administration est retenue par le payeur, percepteur ou gérant de caisse.

6° — RESPONSABILITÉ DES NOTABLES ET DU VILLAGE DU FAIT
DES PRÊTS SUR RÉCOLTES.

La demande d'emprunt est, en Cochinchine, signée, en Annam et au Tonkin, signée et agréée par les notables ; par ailleurs, l'emprunt est contracté par la commune au nom et pour le compte de ses inscrits, et le montant en est mis à la disposition du village ; on ne voit nulle part apparaître l'emprunteur individuel. Une responsabilité quelconque existe-t-elle à l'encontre des notables ou du village, au cas où la Banque ne pourrait, même en recourant à l'exécution forcée, recouvrer les sommes qu'elle a avancées ?

Les arrêtés de 1876 et de 1898 ne se prononcent pas nettement sur cette question.

Dans une note annexée à son rapport du 31 mars 1876 soumettant à l'approbation du ministre le projet de réglementation des prêts sur récoltes en Cochinchine, M. Benoit d'Azy, Directeur des Colonies, demandait que l'on attribuât aux notables une commission fixe prélevée sur la ristourne versée par la Banque à l'Administration ; moyennant cette commission, ils se porteraient obligatoirement garants de tous les prêts. Aucune commission de ce genre n'a été instituée : on peut donc déjà en déduire que les notables n'encourent du fait des prêts aucune responsabilité personnelle.

Par ailleurs, une circulaire du 3 février 1886 du Di-

recteur de l'Intérieur en Cochinchine pose nettement le principe que les notables ne sont nullement responsables du remboursement des prêts ; ils ne le sont que de la sincérité de leurs déclarations.

De même, les rapports au Conseil de Gouvernement de l'année 1928 (1) mentionnent, dans un passage se rapportant au régime des prêts sur récoltes au Tonkin, que les notables étaient sans doute les répondants des emprunteurs dont ils avaient visé les demandes, mais qu'aucune responsabilité pécuniaire ne leur incombait de ce fait : leur visa attestait seulement que les inscrits étaient propriétaires des biens meubles ou immeubles énumérés dans leurs requêtes.

Aucune responsabilité n'existerait donc à l'encontre des notables, sauf au cas où ils auraient fait de fausses déclarations dans le but d'induire l'Administration en erreur. Cependant, ainsi qu'on le verra plus tard, la pratique en a souvent décidé autrement, en considérant les notables comme des cautions.

Quant au village lui-même, il a un délai de trente jours à partir de l'échéance pour « l'apurement complet des rentrées ». Une circulaire du Gouverneur Général en date du 10 janvier 1897 invite les chefs de province à « insister auprès des indigènes sur la responsabilité que crée au village... l'apposition du sceau communal sur les

(1) Première partie, p. 81-83.

demandes d'emprunt » ; mais elle ne définit pas le caractère et l'étendue de cette responsabilité.

7° — RESPONSABILITÉ DE LA COLONIE OU DU PROTECTORAT.

Les prêts sur cession de récoltes pendantes dans les anciennes colonies n'engageaient que la responsabilité de la Banque elle-même ; celle-ci n'était pas couverte par la garantie de l'Administration ; elle consentait les avances à ses risques et périls, mais aussi en toute liberté. Il en va différemment en Indochine : par suite d'un accord intervenu entre l'Administration et la Banque, celle-ci ne peut en principe refuser de donner suite à une demande de prêt qui a reçu l'approbation du Gouverneur ou du Résident Supérieur. L'Administration, enlevant à la Banque son pouvoir d'appréciation, devait nécessairement lui accorder comme contre partie sa garantie pécuniaire.

En Cochinchine, le seul fait de l'enregistrement de la demande à l'Inspection rend la colonie pécuniairement responsable vis-à-vis de la Banque du montant total de l'emprunt, y compris les intérêts et les frais. Il en était de même en Annam et au Tonkin d'après la réglementation de 1897 ; l'arrêté du 25 septembre 1898 a apporté à ce point de vue des modifications, en disposant que la responsabilité du Protectorat ne serait engagée qu'après approbation du contrat par le Résident Supérieur.

Quant aux effets de cette garantie, ils sont très simples : les communes ont un délai de rigueur de trente jours à

compter de l'échéance pour l'apurement complet des rentrées ; si, le lendemain de l'expiration de ce délai, les sommes prêtées et le montant des intérêts ne sont pas recouverts intégralement, le chef de province en donne avis télégraphiquement au Gouverneur ou au Résident Supérieur ainsi qu'au Trésor, et la Banque est immédiatement couverte par mandat budgétaire du montant des sommes non encore remboursées.

CHAPITRE II

L'ORGANISATION DES PRÊTS SUR RÉCOLTES EN FAVEUR DES FRANÇAIS ET DES CHINOIS

Les prêts sur récoltes ne devaient, dans la pensée des créateurs de l'institution, profiter qu'aux seuls indigènes ; le bénéfice en a cependant été étendu, d'abord aux Français de la Cochinchine, ensuite aux Chinois habitant les territoires militaires.

I. — L'ORGANISATION DES PRÊTS SUR RÉCOLTES EN FAVEUR DES FRANÇAIS DE LA COCHINCHINE.

Un arrêté du Gouverneur Général en date du 12 décembre 1893 permit aux Français de la Cochinchine — seul pays où, à cette époque, l'institution eût été créée — de bénéficier, dans les mêmes conditions que les indigènes de cette colonie, des prêts sur récoltes. Les dispositions des arrêtés de 1876 et suivants intéressant les indigènes durent nécessairement être modifiées : les demandes, au lieu d'être collectives, sont individuelles ; elles doivent contenir les mêmes énonciations que si elles éma-

naient d'un indigène, c'est-à-dire le nom de l'emprunteur, la situation et la contenance des terres, la nature de la culture et l'origine de la propriété, l'évaluation de la récolte, la somme demandée et l'engagement de rembourser le prêt total le 15 mai de chaque année, quelle que soit la date du prêt. Ces demandes sont adressées à l'administrateur de la situation des biens et instruites par une commission composée de ce dernier ou de son délégué, d'un géomètre ou, à défaut, d'un agent des Travaux Publics de l'arrondissement et d'un fonctionnaire désigné par le Gouverneur. Les frais occasionnés par le transport de la commission sur la propriété des emprunteurs sont à la charge de ces derniers, ainsi que l'indemnité due au géomètre (1). Cette commission établit un rapport qui est, ainsi que la demande, transmis au Gouverneur en double expédition ; en cas d'approbation, la demande est adressée au directeur de la Banque de l'Indochine, qui émet le bon à payer ; le montant en est versé par le Trésor entre les mains des intéressés eux-mêmes.

Les sommes prêtées aux colons français ne peuvent « dépasser le tiers de la valeur de la récolte estimée d'après les prévisions résultant des travaux faits et des cultures entreprises, ou d'après la moyenne de la valeur des récoltes obtenues pendant les trois années précédentes ».

(1) Circ. du Lieutenant-Gouverneur du 8 août 1906.

II. — L'ORGANISATION DES PRÊTS SUR RÉCOLTES EN FAVEUR DES CHINOIS DES TERRITOIRES MILITAIRES.

Un arrêté du Gouverneur Général du 24 juillet 1901 rendit applicables aux « Chinois agriculteurs propriétaires fonciers domiciliés dans les territoires militaires » les dispositions de l'arrêté du 25 septembre 1898 autorisant les inscrits des communes annamites à contracter des emprunts à la Banque de l'Indochine. En 1901, les territoires militaires étaient au nombre de quatre : Langson, Caobang, Tuyen Quang et Laokay ; le bénéfice des prêts sur récoltes ne fut donc étendu qu'à quelques Chinois domiciliés au Tonkin. La réglementation qui les concerne est, à très peu de chose près, identique à celle prévue pour les indigènes par l'arrêté du 25 septembre 1898 : les Chinois sont groupés en congrégations, dirigées par des chefs de congrégations ; ces derniers, ainsi que les sous-chefs de congrégation, remplissent les attributions imposées aux maires et aux notables des communes annamites par l'arrêté de 1898 : ils établissent au nom des Chinois membres de la congrégation la demande d'emprunt en triple expédition, la signent, y apposent leur cachet et la portent au Commandement du territoire, accompagnés des emprunteurs partiels. Les modalités de paiement sont les mêmes que pour les indigènes : si le montant du prêt est inférieur à 150 piastres, le Commandant du territoire peut délivrer une réquisition de paiement sur la caisse du

payeur, percepteur ou gérant de fonds d'avance, réquisition payable à présentation ; dans le cas contraire, la demande doit être préalablement approuvée par le Résident Supérieur et le bon à payer est émis par la Banque de l'Indochine. Les prêts sont consentis pour six mois, avec faculté de renouvellement pour une seconde période d'égale durée ; le taux de l'intérêt est de 8 %, dont 2 % sont versés par la Banque à l'Administration pour couvrir celle-ci de sa garantie. A l'échéance, la congrégation procède aux recouvrements partiels sur les emprunteurs, avec faculté de recourir à l'exécution forcée, par la vente de la récolte et du fonds ; le montant des sommes remboursées est porté au Commandant du territoire.

DEUXIÈME PARTIE

**Résultats obtenus par l'Institution des Prêts
sur Récoltes**

Examen critique de cette formule de crédit

Les prêts sur récoltes ne furent d'abord institués en Cochinchine qu'à titre d'expérience ; on décida en 1876 de ne tenter un essai que dans quelques provinces et de borner provisoirement à un million la somme qui serait avancée par la Banque (1). De même, au moment où l'on étendit à l'Annam et au Tonkin le régime des prêts sur récoltes, il fut convenu que la garantie du Protectorat ne dépasserait pas un million de francs (2).

Les seules statistiques à peu près complètes que nous ayons pu nous procurer concernant le fonctionnement de cette institution de crédit intéressent uniquement le Tonkin. Les chiffres qui nous ont été communiqués par la Banque de l'Indochine sur la même question en Annam et en Cochinchine n'embrassent que des périodes trop courtes pour que nous puissions en faire état. Nous bornerons en conséquence, quant aux résultats des prêts sur récoltes, notre étude au Tonkin.

(1) Rapport précité de M. Benoit d'Azy, Directeur des Colonies.

(2) Circulaire du 10 janvier 1897 du Gouverneur Général Foures.

CHAPITRE PREMIER

RÉSULTATS OBTENUS PAR L'INSTITUTION DES PRÊTS SUR RÉCOLTES AU TONKIN

Il y a lieu d'étudier à part le fonctionnement des prêts au profit des indigènes et au profit des Chinois.

SECTION I

Les prêts sur récoltes aux indigènes

L'institution des prêts sur récoltes a fonctionné au Tonkin au profit des indigènes du mois de janvier 1897 au 2 décembre 1920. Depuis cette dernière date, le Protectorat a cessé d'intervenir comme garant ; cependant, cette formule de crédit n'a été officiellement supprimée que par un arrêté du Gouverneur Général en date du 2 novembre 1927 ; sa disparition a suivi de près l'instauration du crédit populaire agricole en Indochine.

Le tableau de la page 60 consigne par année les renseignements statistiques concernant les sommes prêtées sur récoltes aux indigènes et les sommes remboursées.

Prêts sur récoltes aux indigènes du Tonkin

Années	Montant total en piastres des sommes prêtées par la Banque	Nombre de communes auxquelles des prêts ont été consentis	Importance moyenne des prêts accordés aux communes	Nombre d'emprun- teurs entre lesquels les prêts ont été répartis	Importance moyenne des prêts par em- prunteurs	Montant des sommes rembour- sées par les villages (principal et intérêts)
1897	55.681	338	164,7	620	89,8	
1898	180.093	1.254	143,6	2.849	63,2	175.500
1899	202.807	1.592	127,3	3.545	57,2	145.110
1900	85.019	944	90	2.031	41,8	100.900
1901	100.173	899	111,4	2.383	42	85.800
1902	99.242	939	105,6	2.670	37,1	175.705
1903	83.498	1.069	78,1	2.873	29	25.788
1904	104.362	761	137,1	1.826	57,1	90.857
1905	98.716	795	124,5	1.157	85,3	87.104
1906	161.410	1.403	115	3.447	46,8	135.780
1907	29.687	363	81,7	1.239	23,9	126.502
1908	3.990	18	210,5	50	79,8	48.396
1909	15.752	95	165,8	381	41	9.763
1910	35.546	231	153,8	952	37,3	49.814
1911	18.865	24	786	104	181,3	16.002
1912	580	9	64,4	16	36,2	5.332
1913	57.477	520	110,5	543	105,8	2.803
1914	19.520	62	314,8	145	134,6	17.353
1915	2.845	9	316,1	42	67,7	60.704
1916	3.475	3	1.158,3	30	115,6	4.791
1917	5.100	3	1.700	30	170	5.799
1918						3.717
1919	1.050	2	525	11	95	3.525
1920 (1)	360	6	60	18	20	2.578
1921						654
TOTAL	1.365.248	11.339		26.962		1.380.277

(1) La Banque de l'Indochine et le Protectorat n'ont plus con-
senti de prêts sur récoltes à partir de 1920.

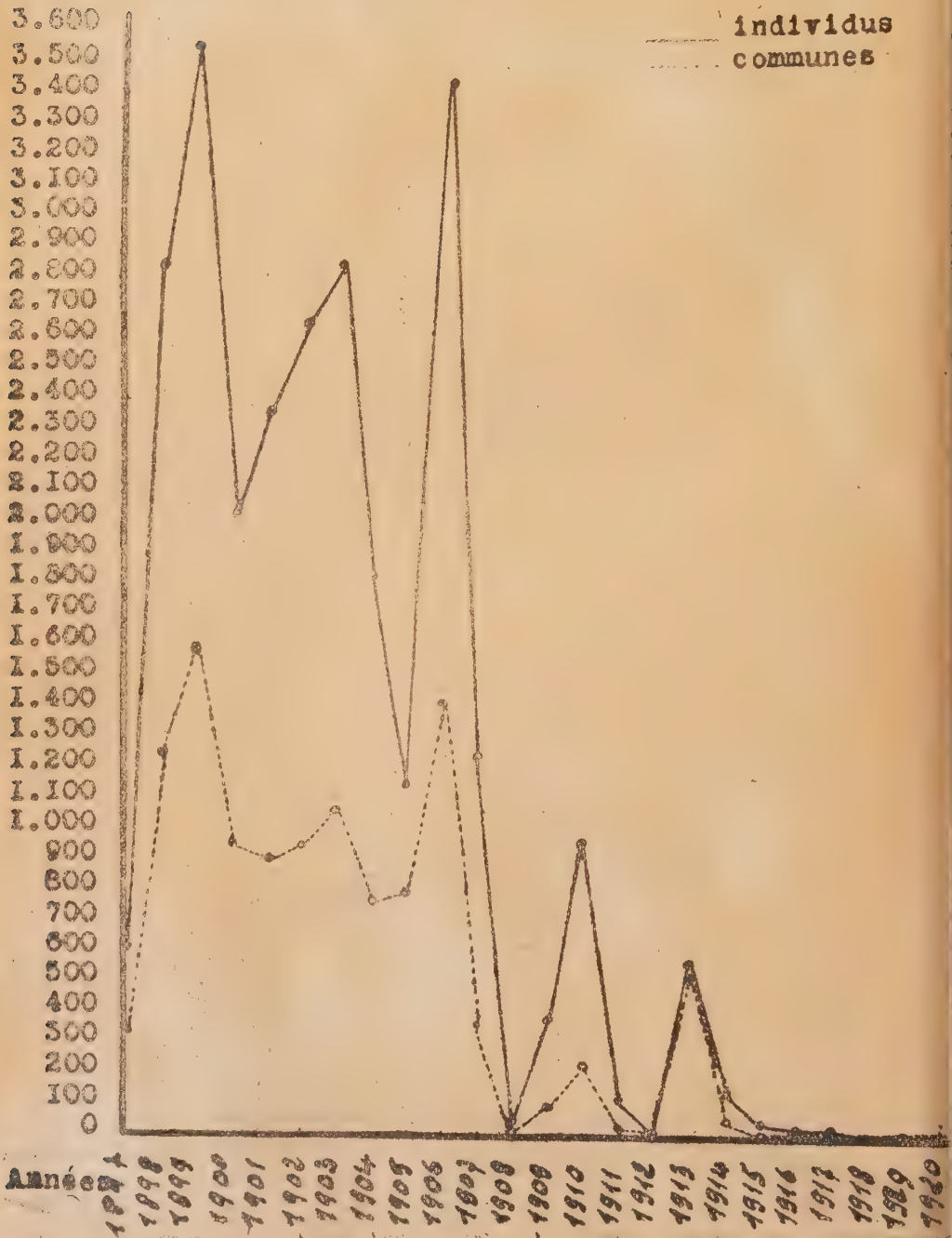
Prêts sur récoltes aux indigènes du Tonkin

GRAPHIQUE I. — Total des prêts et des remboursements.



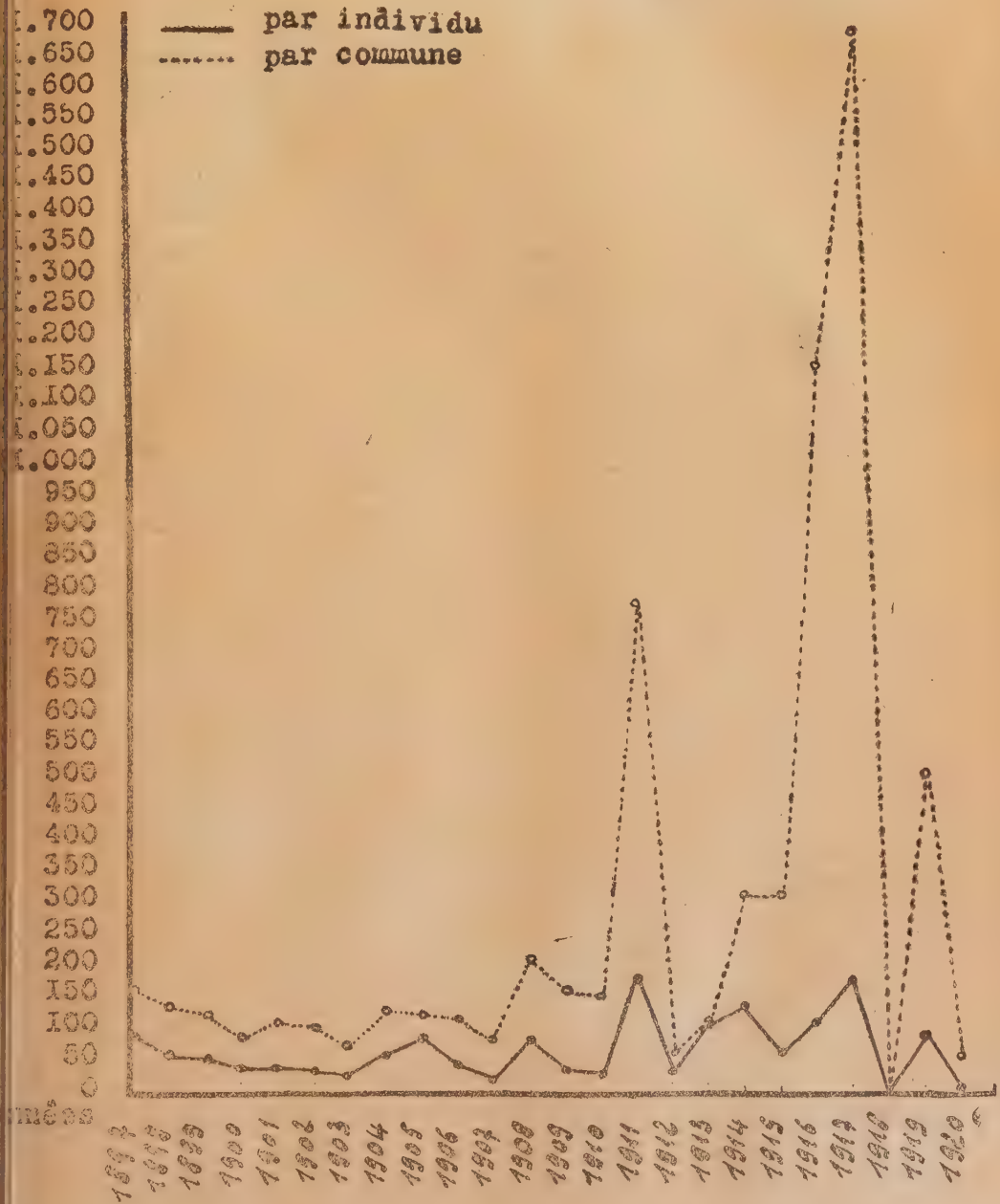
Prêts sur récoltes aux indigènes du Tonkin

GRAPHIQUE II. — *Emprunteurs.*



Prêts sur récoltes aux indigènes du Tonkin

GRAPHIQUE III. — *Montant moyen des prêts.*



1° — LES PRÊTS.

Si l'on prend en bloc les vingt-quatre années (1897-1920) pendant lesquelles les prêts sur récoltes ont fonctionné, les résultats se résument de la façon suivante :

a) sommes prêtées par la Banque de l'Indochine :

de 1897 à 1920	1.365.248 \$
soit la moyenne annuelle de	56.885 \$

b) nombre de communes et d'emprunteurs individuels qui ont bénéficié des prêts :

de 1897 à 1920	{	communes	11.339
		individus	26.962
soit, par an	{	communes	472
		individus	1.123

c) montant moyen des avances consenties par la Banque de 1897 à 1920 :

communes	120 \$ 40
emprunteurs individuels	50 \$ 60

Ces moyennes donneraient en réalité une idée peu exacte des résultats obtenus au Tonkin par les prêts sur récoltes au profit des indigènes. Il est préférable de scinder en trois périodes (1897-1906, 1907-1914, 1915-1920) l'espace de temps pendant lequel cette formule de crédit a été mise en application ; on verra ainsi que la fortune des prêts a profondément varié suivant les années.

A. — Sommes prêtées par la Banque de l'Indochine.

	1897-1906 (10 années)	1907-1914 (8 années)	1915-1920 (6 années)
total par période	1.171.001 \$	181.417 \$	12.830 \$
moyenne annuelle...	117.100 \$	22.677 \$	2.138 \$

Ce tableau, ainsi que le graphique I (trait plein), montrent que le volume des sommes prêtées annuellement par la Banque est loin d'avoir été constant ; si l'on remplace par l'indice 100 la moyenne obtenue de 1897 à 1906, les deux périodes suivantes sont respectivement représentées par les indices 19 et 1,8.

On constate par ailleurs que les avances ont été consenties en majeure partie au cours de la période 1897-1906 : sur 1.365.248 \$ mises à la disposition des villages de 1897 à 1920, les dix premières années figurent à elles seules pour 1.171.001 \$ soit 85 % du total des prêts ; au cours des quatorze années s'échelonnant de 1907 à 1920, le montant des prêts n'a au contraire été que de 194.247 \$.

Cette baisse très forte tient à ce que le Protectorat du Tonkin, en raison des difficultés de recouvrement, n'a plus, aux environs de 1907, consenti à s'engager vis-à-vis de la Banque qu'avec une prudence de plus en plus grande. A partir de 1910 (1), le Résident Supérieur s'est même

(1) Circulaire du 14 octobre 1910.

réservé le droit de statuer sur les demandes de prêt, enlevant en cette matière tout pouvoir aux chefs de province et commandants de territoire militaire.

B. — Nombre d'emprunteurs.

		1897-1906	1907-1914	1915-1920
par période	communes.	9.994	1.322	23
	individus..	23.401	3.430	131
par année	communes.	999	165	3
	individus..	2.340	428	21

Le nombre d'emprunteurs (voir graphique II) a varié à peu près dans les mêmes proportions que le montant des sommes prêtées par la Banque. Pendant les trois périodes envisagées, la moyenne annuelle des communes qui ont contracté des emprunts baisse considérablement, les indices passant de 100 à 16 et 0,3 ; il en va de même de la moyenne annuelle des emprunteurs individuels (indices 100,8 et 0,9).

Si l'on considère, non plus la moyenne annuelle mais le nombre total des emprunteurs, on constate que la période 1897-1906 se place encore bien au-dessus des autres : 88 % des prêts aux communes (9.994 sur 11.339) et 86 % des prêts individuels (23.401 sur 26.962) ont été consentis au cours de ces dix années.

C. — Montant moyen des prêts par emprunteur.

	1897-1906	1907-1914	1915-1920
prêts aux communes	117 \$	136 \$	557 \$
prêts aux individus..	50 \$	52 \$	97 \$

On a enregistré, au cours des trois périodes envisagées, une baisse régulière et considérable, d'une part du montant total des sommes prêtées par la Banque de l'Indochine, d'autre part du nombre des emprunteurs. Au contraire, si l'on considère le montant moyen des prêts par emprunteur, on constate qu'il s'est élevé d'une façon presque continue (voir graphique III) : le montant moyen des prêts aux communes a passé de 117 \$ à 136 \$ et 557 \$, soit les indices 100, 116 et 476 ; et le montant moyen des prêts individuels, de 50 \$ à 52 \$ et 97 \$, soit les indices 100, 104 et 194. La hausse très sensible que l'on constate de 1915 à 1920 n'a cependant qu'une signification très restreinte, en raison d'abord du nombre peu élevé d'emprunteurs au cours de cette période (moyennes annuelles : 3 communes et 21 individus), et, surtout, du faible montant des avances consenties (moyenne annuelle : 2.138 \$).

2° — LES REMBOURSEMENTS.

De 1897 à 1920, les avances consenties par la Banque de l'Indochine aux cultivateurs indigènes du Tonkin ont

porté sur la somme de 1.365.248 ; les villages ont remboursé durant ces vingt-quatre années, en principal et intérêts, 1.380.277 \$. Le tableau de la page 60 indique l'échelonnement par année de ces remboursements.

A. — Sommes remboursées par les villages.

	1897-1906	1907-1914	1915-1920
par période.....	1.022.544 \$	275.965 \$	81.768 \$
par année.....	102.254 \$	34.495 \$	13.628 \$

La moyenne annuelle des remboursements (indices 100, 33 et 17) a baissé régulièrement au cours des trois périodes (voir graphique I, trait en pointillé), mais d'une façon moins rapide que la moyenne annuelle des sommes prêtées (indices 100, 19 et 1,8).

On a vu que 85 % des sommes prêtées sur récoltes avaient été avancées par la Banque au cours des dix premières années de fonctionnement de l'institution ; on constate de même que 74 % des remboursements en principal et intérêts ont été effectués par les villages durant cette même période.

B. — Délais dans lesquels les prêts ont été remboursés.

L'arrêté du 25 septembre 1898 disposait que les prêts devaient être remboursés en principal et intérêts dans un délai de six mois, sauf prorogation pour une seconde pé-

riode d'égale durée ; l'échéance pouvait être ainsi fixée au maximum à un an.

L'expérience a démontré que, en fait, les villages n'ont mis aucun empressement à se libérer vis-à-vis de la Banque. Il suffit, pour s'en convaincre, de se reporter aux dix premières années de fonctionnement des prêts sur récoltes. La moyenne annuelle des prêts au cours de cette période a été de 117.001 \$, soit, pour six mois 58.550 \$ 50 ; si les villages avaient désintéressé la Banque au bout de six mois, ils auraient dû lui rembourser la somme ci-dessus, augmentée des 6 % d'intérêts revenant à l'établissement de prêt, soit, au total, 60.306 \$: or la moyenne annuelle des remboursements en principal et intérêts de 1897 à 1906 n'a été que de 102.254 \$, soit, pour six mois, 51.127 \$; autrement dit, de 1897 à 1906, les villages n'ont remis à la Banque, par période de six mois, que 84 % des sommes qu'ils auraient dû lui verser.

Si l'on considère, non plus la période 1897-1906, mais les quatorze années s'échelonnant de 1907 à 1920, on constate au contraire que les recouvrements (357.733 \$) sont sensiblement plus élevés que les avances consenties au cours du même espace de temps (194.247 \$) ; cela tient à ce que les villages se sont partiellement libérés pendant ces quatorze années de l'arriéré de la période 1897-1906.

Le plus souvent, les prêts n'ont donc pas été remboursés à la Banque dans un délai de six mois ; très fréquemment, les villages n'ont réglé leur dette qu'avec plu-

sieurs mois et parfois même plusieurs années de retard (1). Dans ces cas l'Administration, en raison de la garantie personnelle accordée à la Banque, a dû se substituer aux débiteurs défaillants et rembourser des sommes importantes. Ainsi une circulaire en date du 22 juin 1900 du Résident Supérieur aux chefs de province et commandants de territoire militaire du Tonkin attire leur attention sur ce fait qu'une somme de 10.000 \$ a dû être prélevée sur le budget pour le remboursement à la Banque des prêts arrivés à échéance au cours des seuls mois de mars et avril de la même année. Une autre circulaire du 14 octobre 1910 leur rappelle qu'un assez grand nombre de prêts datant de plusieurs années n'ont pas encore été liquidés et provoquent des rappels fréquents de la part de la Banque de l'Indochine.

C. — Intérêts et ristournes.

Les prêts sur récoltes étaient accordés au Tonkin moyennant un intérêt annuel de 8 % dont 6 % revenaient à la Banque et 2 % à titre de ristourne à l'Administration. Il est facile de se rendre compte que le fonctionnement de l'institution a été déficitaire pour le budget du Protecto-

- (1) Quelques exemples : prêt de 200 \$ consenti au village de Huong-Tao (Bac-Giang) à échéance le 29 août 1898, non encore payé le 31 décembre 1910 (total à payer, y compris les intérêts à 6 % : 348 \$ (12 ans et 4 mois d'intérêt). — Prêt de 100 \$ consenti au village de Tran Tranh (Bac Giang) le 20 juin 1900, non remboursé le 31 décembre 1910 (total à payer : 165 \$).

rat. Les villages ont emprunté à la Banque 1.635.248 \$, de 1897 à 1920 ; en supposant qu'ils aient remboursé au bout de six mois les avances ainsi reçues, la somme à verser au titre des intérêts aurait été de 54.608 \$, soit 40.956 \$ à la Banque et 13.652 \$ à l'Administration ; or les sommes remboursées par les villages jusqu'en 1920 s'élèvent seulement à 1.380.277 \$; le montant des recouvrements ne dépasse donc le montant des prêts que de 15.029 \$; l'Administration aura dû combler la différence, qui représente une somme sensiblement supérieure à celle qu'elle aura elle-même perçue comme ristourne. Et la perte subie par l'Administration aura été d'autant plus considérable que, ainsi que nous venons de le voir, les villages n'ont pas remboursé la Banque dans un délai de six mois comme nous l'avons supposé ; du fait des retards qu'ils ont apportés au remboursement des avances, les intérêts se sont accumulés et la charge imposée au budget s'est considérablement accrue.

SECTION II

Les prêts sur récoltes aux Chinois

Les prêts sur récoltes ont joué au Tonkin au profit des Chinois agriculteurs propriétaires fonciers domiciliés dans les territoires militaires, de 1901 à 1917. Le rapprochement des divers graphiques met facilement en relief l'importan-

ce comparée de ces prêts et de ceux qui ont été accordés aux indigènes. Le tableau de la page 74 donne un aperçu général, par année, du montant des prêts et des remboursements.

Nous diviserons en deux périodes l'espace de temps pendant lequel l'institution a fonctionné au profit des Chinois : 1901 à 1907, 1908 à 1917.

1° — LES PRÊTS.

A) Sommes prêtées par la Banque de l'Indochine.

De 1901 à 1917 (voir graphique IV, trait plein), la Banque de l'Indochine a prêté aux Chinois 129.706 \$, soit la moyenne annuelle de 7.229 \$. Si l'on examine chaque période séparément, l'on obtient les chiffres suivants :

1901-1907 : 123.476 \$, soit 17.639 \$ par an ;

1908-1917 : 6.230 \$, soit 823 \$ par an.

La moyenne annuelle des prêts, représentée par l'indice 100 au cours de la première période, tombe à l'indice 47 dans la seconde période.

On a vu que 85 % des sommes avancées aux indigènes l'ont été pendant les dix premières années de fonctionnement des prêts sur récoltes ; la proportion est encore plus faible en ce qui concerne les prêts accordés aux Chinois : 5 % des avances (123.476 \$ sur 129.706 \$) ont été contractées au cours des sept premières années, de 1901 à 1907 ; les autres ont été prêtées annuellement au cours des sept pre-

mières années sont presque trois fois supérieures à celles avancées globalement au cours des dix dernières années.

B) Nombre d'emprunteurs (congrégations et individus).

De 1901 à 1917 (graphique V), la Banque a consenti aux congrégations chinoises 1.165 prêts, répartis entre 3.263 emprunteurs individuels.

Pour chaque période, les résultats sont les suivants :

		1901-1907	1908-1917
par période	congrégations	1.009	56
	individus....	3.091	172
par année	congrégations	158	5
	individus....	441	17

Le nombre moyen annuel des emprunteurs (congrégations et individus) a, de même que le montant moyen des sommes prêtées annuellement par la Banque, varié dans des proportions très fortes : de 100 l'indice tombe à 3 environ.

Par ailleurs, 95 % des congrégations et 94 % des emprunteurs individuels qui ont bénéficié des avances se sont adressés à la Banque au cours des sept premières années. Le nombre des prêts accordés aux congrégations et aux individus pendant les dix années s'échelonnant de 1908 à 1917 est presque trois fois inférieur à la moyenne

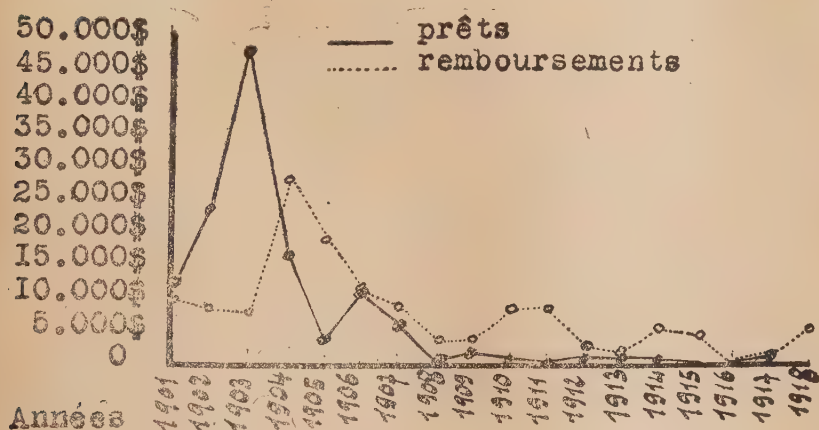
Prêts sur récoltes accordés aux agriculteurs chinois propriétaires fonciers domiciliés dans les territoires militaires.

Années	Total des prêts consentis (exprimé en piastres)	Nombre des prêts accordés aux congrégations	Importance moyenne des prêts accordés aux congrégations	Nombre d'emprunteurs entre lesquels les prêts ont été répartis	Importance moyenne des prêts par emprunteur	Montant des sommes rem- boursées par les em- prunteurs (principal et intérêts)
1901	13.250	166	79,8	342	38,7	10.050
1902	24.392	164	148,7	427	57,1	9.100
1903	48.091	322	149,3	1.010	47,6	8.063
1904	16.799	208	80,7	566	29,6	28.241
1905	4.442	44	100,9	265	16,7	19.593
1906	10.419	172	58,3	385	27	11.393
1907	6.083	33	184,3	96	63,3	9.203
1908	600	1	600	10	60	3.342
1909	1.540	20	77	39	39,4	3.254
1910	940	10	94	24	39,5	8.234
1911	330	4	82,5	15	22	8.849
1912	935	9	103,8	23	40,6	2.330
1913	810	5	145	14	51,4	6.041
1915	—	—	—	—	—	5.031
1916	—	—	—	—	—	—
1917 (1)	355	2	177,5	23	15,4	362
1918	—	—	—	—	—	5.851
TOTAL	129.706	1.165		3.263		140.313

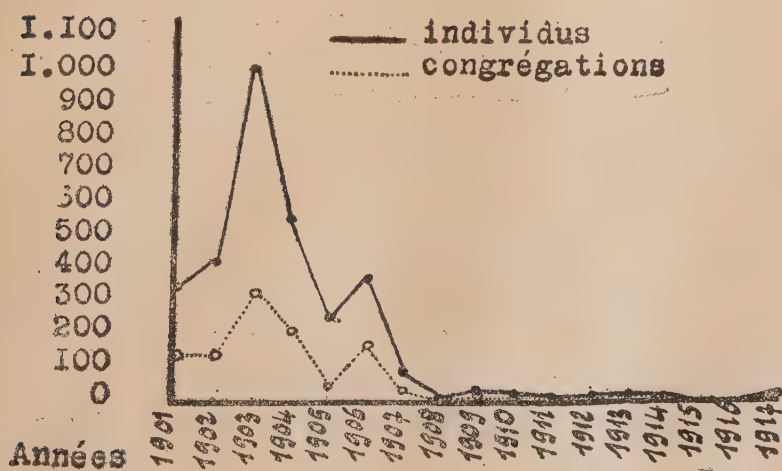
(1) Les prêts sur récoltes n'ont été consentis aux Chinois que jusqu'à 1917.

Prêts sur récoltes aux Chinois.

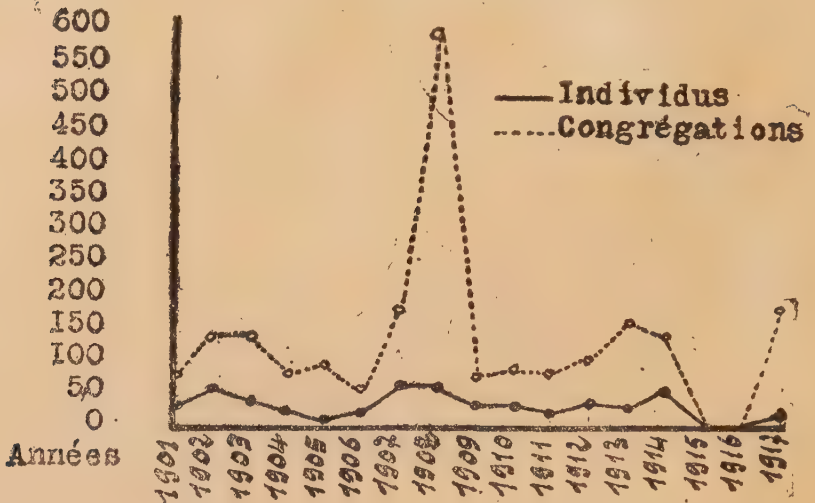
GRAPHIQUE IV. — Total des prêts et remboursements.



GRAPHIQUE V. — Emprunteurs.



GRAPHIQUE VI. — *Montant moyen des prêts.*



des prêts consentis au cours d'une seule année de la première période.

C) Montant moyen des prêts aux congrégations et aux individus.

Si l'on considère chaque année à part, on constate de faibles variations (voir graphique VI) ; les moyennes obtenues pour chaque période sont au contraire très sensiblement constantes, et légèrement inférieures à celles que nous avons enregistrées en étudiant les prêts aux indigènes :

	1901-1907	1908-1917
prêts aux congrégations....	111 \$ 3	111 \$ 2
prêts aux individus	39 \$ 1	36 \$ 1

2° — LES REMBOURSEMENTS.

A) Sommes remboursées par les congrégations.

De 1901 à 1917 (voir graphique IV, trait en pointillé), les avances sur récoltes consenties par la Banque de l'Indochine aux agriculteurs chinois ont porté sur 129.706 \$; les remboursements se sont élevés à 140.313 \$, soit, par période :

	1901-1907	1908-1917
total des remboursements...	95.643 \$	44.670 \$
moyenne annuelle	13.663 \$	4.467 \$

On a vu que 95 % des avances avaient été accordées aux Chinois de 1901 à 1907 ; en ce qui concerne les remboursements, cette même période ne figure plus que pour 67 % ; la période 1908-1917, insignifiante au point de vue des prêts (6.230 \$), est relativement importante quant aux remboursements (44.670 \$).

B) Intérêts et ristournes.

Les prêts étaient accordés aux cultivateurs chinois aux mêmes conditions qu'aux indigènes du Tonkin, c'est-à-dire moyennant un intérêt annuel de 8 %, dont 6 % profitaient à la Banque et 2 % à l'Administration. La part d'intérêt touchée par la Banque de l'Indochine a été de 10.607 \$ (différence entre le montant des prêts et des remboursements) ; la ristourne perçue par l'Administration aura donc été de 3.536 \$.

C) Délais dans lesquels les Chinois ont remboursé les prêts.

Les prêts aux cultivateurs chinois étaient à échéance de six mois, sauf faculté de prorogation pour une seconde période d'égale durée. En réalité, les débiteurs ne se sont libérés vis-à-vis de l'établissement de prêt que dans un délai supérieur à un an (1).

D'après les chiffres qui nous ont été fournis par la Banque de l'Indochine, le Protectorat du Tonkin n'a pas été mis dans le cas, pour les emprunts contractés par les cultivateurs chinois, de prendre la place des débiteurs défaillants.

(1) Si les prêts avaient été remboursés au bout d'un an, la Banque aurait touché comme intérêt 6 % du montant total des prêts, soit 7.782 \$; or, elle a en réalité perçu à ce titre 10.607 \$, somme qui représente plus de douze mois d'intérêt.

CHAPITRE II

EXAMEN CRITIQUE DE L'INSTITUTION DES PRÊTS SUR RÉCOLTES

Les statistiques qui précèdent montrent, malgré leurs lacunes, que le volume des prêts sur récoltes consentis par la Banque de l'Indochine a été relativement faible. Cet échec, aussi bien en Annam et en Cochinchine qu'au Tonkin, s'explique aisément : l'Administration, en organisant les prêts sur récoltes, procédait à un premier essai de crédit agricole en Indochine ; une institution nouvelle ne peut se révéler parfaite au premier jour ; la formule mise sur pied s'est nécessairement ressentie de ce défaut d'expérience ; les emprunteurs n'ont pas été très attirés par ce système de crédit ; l'Administration elle-même, au bout de quelques années, s'est montrée de plus en plus prudente, en n'accordant les prêts qu'avec une grande réserve.

SECTION I

*Raisons qui expliquent le peu de faveur des prêts
sur récoltes auprès des emprunteurs*

La Banque prêtait à un taux particulièrement avantageux, que jamais les indigènes n'avaient connu. Ils n'ont cependant recouru au crédit qu'avec un faible empressement. Au Tonkin, par exemple, le mouvement des avances au profit des indigènes n'a connu une certaine ampleur que de 1897 à 1906 ; au cours de cette période, la Banque a prêté annuellement une moyenne de 117.100 piastres, réparties entre 999 communes et 2.340 emprunteurs individuels. Ces moyennes, pourtant les plus élevées qui aient été obtenues au cours des vingt-quatre années de fonctionnement des prêts sur récoltes, apparaissent bien modestes, si l'on tient compte de ce fait que le Tonkin comprend une population d'environ six millions d'habitants, en majeure partie agricole.

L'extension limitée des prêts sur récoltes tient d'abord à ce que la catégorie d'emprunteurs susceptibles de bénéficier de cette formule de crédit était peu nombreuse : seuls les propriétaires fonciers pouvaient solliciter des avances, puisque seuls ils étaient à même de fournir à la Banque le double gage exigé comme garantie de l'emprunt ; les détenteurs à titre précaire étaient écartés du

bénéfice des prêts sur récoltes. L'institution avait donc un rayon d'action relativement restreint.

Par ailleurs, si les arrêtés de 1876 et de 1898 ont prévu l'intérêt modique de 8 %, l'expérience a démontré que le crédit a été pour l'emprunteur sensiblement plus onéreux. Le cultivateur indigène avait l'habitude, dans les moments difficiles, de s'adresser aux notables de son village, qui sont, en général, des petits capitalistes prêtant à gros intérêts ; ces notables n'auront pas vu avec plaisir l'Administration s'interposer pour combattre leur industrie, et auront été intéressés au premier chef à ce que l'institution des prêts sur récoltes ne pût réussir : or, c'est précisément à eux que l'on recourt pour faire fonctionner le régime ; ils sont souvent, en outre, rendus responsables du remboursement des prêts. Autant de raisons pour qu'ils aient cherché à se faire payer leur intervention ; dans la nécessité de passer par leur intermédiaire, l'emprunteur se trouve à leur discrétion ; ils exigeront de lui une certaine commission pour les rembourser de leurs frais et les dédommager de la concurrence que leur fait l'Administration.

Le régime des prêts occasionne encore à l'emprunteur des frais inutiles que l'on aurait sans inconvénient pu éviter : il est tenu, du moins en Annam et au Tonkin (1),

(1) Cette formalité a été supprimée en Cochinchine par circulaire du Directeur de l'Intérieur du 5 mai 1877.

d'accompagner les notables au chef lieu de la province pour y porter la demande d'emprunt ; ces déplacements sont pour lui une source de nouvelles dépenses qui se traduiront, de même que la commission versée aux notables, par une hausse du taux de l'intérêt.

Le régime des prêts sur récoltes, au seul point de vue du prix de revient du crédit, n'était donc pas aussi favorable à l'emprunteur qu'on serait tenté de le croire de prime abord en tablant sur la modicité du taux de l'intérêt prévu par les textes.

A un autre point de vue, ce système de crédit avait pour les emprunteurs un grand inconvénient : en Cochinchine, quelle que fût la somme demandée, en Annam et au Tonkin, si le prêt était supérieur à 150 piastres, les cultivateurs devaient attendre longtemps avant d'être mis en possession des fonds avancés par la Banque ; aucun paiement ne pouvait avoir lieu avant l'approbation du contrat par le Gouverneur ou le Résident Supérieur ; or, le plus souvent, le cultivateur a besoin immédiatement des fonds ; plutôt que d'attendre, il aimera mieux s'adresser à des prêteurs particuliers qui exigeront sans doute de lui des intérêts usuraires, mais mettront immédiatement à sa disposition l'argent qui lui fait défaut et prendront la peine de le lui porter eux-mêmes.

La catégorie d'emprunteurs bénéficiant des prêts sur récoltes était donc restreinte ; ces prêts pouvaient, en définitive, n'être pas avantageux pour le cultivateur du

fait des commissions qu'il devait verser ; enfin, le crédit, souvent, n'était pas immédiat. Ces considérations expliquent déjà en partie le peu de succès que les prêts sur récoltes ont rencontré auprès des cultivateurs. Mais la raison essentielle de cet échec relatif, celle qui met le mieux en lumière les inconvénients du régime au regard des emprunteurs, c'est ce que l'on peut appeler l'éloignement du crédit, non plus dans le temps, mais dans l'espace. Dans des instructions adressées en 1926 aux Chefs d'Administration locale lors de l'institution en Indochine du Crédit Populaire Agricole, le Gouverneur Général, M. Varenne, examinant les résultats obtenus par les prêts sur récoltes, concluait à un échec. « Il est curieux de constater, ajoutait-il, avec quelle fidélité cet échec reproduit celui qui a suivi nos premières institutions de crédit en France, et pour la même cause, l'organisation du crédit par en haut, le financement direct des prêts par des Banques centrales ou provinciales... ; la réforme radicale réalisée depuis en France, l'organisation du crédit par en bas, il nous faut l'entreprendre ici ».

Les prêts sur récoltes n'étaient consentis que par les succursales de la Banque de l'Indochine, établissements centralisateurs et peu nombreux ; sans doute, la faculté reconnue aux chefs de province, du moins en Annam et au Tonkin, de consentir directement les prêts n'excédant 150 piastres, permettait en fait de considérer les paieries et les perceptions, au point de vue du crédit agricole,

comme des sortes de petites banques provinciales. Mais ce résultat se révélait insuffisant ; l'emprunteur était tenu dans tous les cas à des déplacements qui constituaient pour lui une source de frais et d'ennuis, fait d'autant plus regrettable que, en général, les avances ne dépassaient pas une cinquantaine de piastres ; le régime des prêts sur récoltes ne comportait aucun organisme local accordant directement des fonds. L'expérience a démontré que le crédit à la petite culture doit être aussi décentralisé que possible ; le cultivateur doit le trouver dans son village même ; pour atteindre sûrement l'emprunteur et combattre efficacement l'usure qui le ruine, une institution de crédit agricole doit porter la lutte sur le terrain même où cette usure exerce ces ravages et étendre ses ramifications au milieu de la population qu'elle a pour but de secourir. Si le crédit n'est consenti que par des grandes banques éloignées, l'emprunteur, qui risque d'abord de les ignorer, hésitera en tous cas à leur faire appel, il reculera devant les déplacements, les frais, les formalités ; il préférera s'adresser à son prêteur traditionnel, l'usurier. Si, au contraire, l'institution de crédit se révèle à lui sous la forme de petits organismes locaux, facilement accessibles, l'emprunteur aura tôt fait d'apprécier leurs services ; il se mettra directement en rapport avec eux, pourra en obtenir des avances immédiatement, sans frais ni déplacements, et avec le minimum de formalités. L'institution de crédit attein-

dra de la sorte son but : secourir le plus de cultivateurs possible, tout en leur causant le minimum d'ennuis.

SECTION II

Raisons pour lesquelles l'Administration a abandonné les prêts sur récoltes

Aux environs de 1906-1907, on voit baisser brusquement le montant des prêts sur récoltes. L'Administration, à partir de cette date, n'a en effet accordé sa garantie qu'avec une réserve de plus en plus grande, en raison, d'une part, des difficultés rencontrées pour le recouvrement des avances, et, d'autre part, de sa trop lourde responsabilité vis-à-vis de la Banque. Au bout d'une vingtaine d'années, cette formule de prêts a été à peu près abandonnée.

1°. — Difficultés rencontrées par l'Administration au moment du recouvrement des avances.

En Cochinchine, l'échéance des prêts était fixée au 15 mai de chaque année, quelle que fût la date de l'emprunt ; en Annam et au Tonkin, les avances devaient être remboursées dans un délai de six mois, sauf prorogation pour une période de même durée ; l'échéance était donc assez éloignée pour permettre aux emprunteurs de tenir facilement leurs engagements, d'autant plus que le

montant des avances reçues était en général assez minime. L'Administration a cependant rencontré des difficultés considérables pour recouvrer les sommes prêtées, du côté des indigènes tout au moins. Les prêts n'ont, très souvent, été remboursés qu'avec de longs retards ; parfois, des débiteurs à court d'argent ont disparu ainsi que leur famille et sont demeurés introuvables ; les demandes de prêt étaient fréquemment irrégulières ; grâce à la complicité des notables, des cultivateurs réussissaient à contracter des emprunts à la Banque sous de faux noms, d'où impossibilité, au moment de l'échéance, de découvrir le véritable débiteur ; ou bien encore, le montant des sommes prêtées était exagéré et sans rapport avec la valeur du gage fourni ; l'Administration avait sans doute la faculté de poursuivre les notables pour fausse certification ; mais ce n'est là qu'une médiocre compensation.

Le gage lui-même, constitué par les récoltes et la terre de l'emprunteur, s'est souvent révélé, au moment de l'exécution forcée, comme une garantie tout-à-fait illusoire.

Les prêts étaient, par essence, gagés sur les récoltes, le cultivateur pouvant solliciter des avances soit avant d'avoir entrepris tout travail, soit quand ses récoltes étaient déjà pendantes (1).

(1) Arrêté du 21 avril 1876, art. 2, 3°.

Arrêté du 25 septembre 1898, art. 2, 3°.

Dans le premier cas, la demande était faite à un moment où le gage récoltes se trouvait absolument inexistant ; le cultivateur contractait un emprunt précisément pour acheter des semences ou du matériel de labour ; ce n'est que dans l'avenir que le gage devait être constitué. Au lieu d'affecter les sommes reçues à des travaux agricoles, l'emprunteur négligent ou de mauvaise foi pouvait les gaspiller pour son plaisir ou s'en servir pour payer des créanciers antérieurs ; le gage était tout aussi inexistant à l'échéance que lorsque l'avance avait été consentie.

Dans le second cas, au moment où le cultivateur sollicitait un prêt, le gage, consistant en récoltes pendantes, était déjà matériellement constitué ; mais il pouvait perdre de sa valeur ou même disparaître totalement, soit par l'effet de circonstances absolument indépendantes de la volonté de l'emprunteur (années mauvaises, récoltes complètement détruites par des typhons ou des inondations), soit par suite de la mauvaise foi du débiteur disposant de ses récoltes au profit d'un tiers, risque d'autant plus grand que l'espace de temps compris entre la récolte et la date fixée pour le remboursement était plus long. Sans doute, la Banque avait un droit de préférence, en sa qualité de créancier gagiste, mais elle ne bénéficiait d'aucun droit de suite.

Le gage sur les récoltes ne donnait donc à la Banque qu'une garantie assez relative de remboursement : sa valeur était fonction, tout d'abord de circonstances natu-

relles qui pouvaient n'être pas favorables, ensuite de l'honnêteté de l'emprunteur lui-même, sur laquelle il n'est pas toujours très prudent de tabler : « la probité en affaires, les obligations qui découlent d'engagements formels n'ont pas en Extrême-Orient le même sens qu'en Europe : elles peuvent même n'avoir aucun sens, pour une partie tout au moins de ces populations victimes des usuriers depuis des siècles » (1).

Quant à la seconde garantie, constituée par la terre elle-même, elle semble plus sérieuse et de nature à assurer à la Banque le remboursement des avances consenties. Mais il n'en a pas toujours été ainsi.

Souvent, au moment où le cultivateur contractait un emprunt, sa propriété avait déjà fait l'objet d'un nantissement immobilier : lors de la vente du fonds, la Banque se trouvait primée par un créancier antérieur dont elle ignorait l'existence mais qui lui était préférable du fait de son rang. Ou bien encore, les récoltes étant mauvaises, le propriétaire « engageait » sa terre ; le créancier, en cas de non remboursement, la faisait vendre à son profit ; la colonie, ne bénéficiant d'aucun droit de suite, se voyait dans l'obligation de rembourser à la Banque le montant des prêts.

Mais l'insécurité de la garantie constituée par le fonds

(1) Yves Henry, Agriculture, Elevage, Forêts en Indochine, Compte rendu des travaux 1924-1928.

de terre de l'emprunteur tenait surtout à l'insuffisance du cadastre en Indochine. La « mise en gage » d'une propriété ne se révèle une sûreté efficace qu'autant qu'il est facile d'identifier cette propriété, de la situer exactement, d'en définir les limites et la superficie. Dans cet ordre d'idées, la Banque de l'Indochine n'avait qu'un semblant de sécurité, du côté des indigènes tout au moins.

Au moment de l'institution des prêts sur récoltes, on pouvait rechercher dans deux sortes de documents des renseignements sur les propriétés des emprunteurs indigènes : les « dia bo » et les plans cadastraux.

L'administration annamite tenait des registres des terres, les « dia bo », où se trouvaient énumérées les propriétés ; ils devaient rester immuables, les mutations immobilières successives devant être, en principe, consignées à intervalles fixes sur des rôles de petite ou de grande correction tenus par les notables ; théoriquement, on devait pouvoir, en rapprochant les « dia bo » qui portaient le nom du premier propriétaire et les rôles de correction mentionnant les mutations successives, être exactement fixé sur les droits de telle personne sur tel immeuble, à telle époque donnée. En fait, il n'en était pas ainsi : les dia bo sont de simples matrices cadastrales, dressées dans un but purement fiscal, pour assurer la perception de l'impôt foncier ; l'administration annamite n'a pas cherché à instituer un organe de publicité destiné à renseigner les tiers sur les droits réels immobiliers ; les rôles

de correction, au lieu de consigner les changements successifs de propriétaires, ne mentionnent, le plus souvent, que les augmentations ou diminutions de terres cultivées, c'est-à-dire les événements qui affectent directement le montant de l'impôt foncier. Ainsi les dia bo ne fournissent que des données très imprécises en ce qui concerne les droits réels immobiliers, la superficie et la situation des terres.

Ces dia bo devaient, en principe, être complétés par des plans cadastraux destinés à matérialiser en quelque sorte les renseignements portés sur les registres des terres. Dressés par les notables des villages sous le contrôle des mandarins, leur confection n'a été soumise à aucune règle scientifique ni à aucun principe général ; souvent, il n'y a pas concordance exacte entre les dia bo et les plans, de telle sorte que la valeur de ces derniers, surtout à plusieurs années de distance, est tout à fait sujette à caution.

Ainsi l'Administration et la Banque de l'Indochine ne pouvaient, au moment de l'institution des prêts sur récoltes, tabler, pour atteindre la terre des emprunteurs, que sur des renseignements tout à fait imprécis. Cette situation n'a d'ailleurs guère changé pendant la durée d'application du régime, le cadastre étant encore actuellement en cours d'exécution en Indochine. De là de nombreux déboires quand il s'est agi d'exercer des poursuites. Le gage formé par la propriété foncière n'aura

qu'une valeur relative tant que le lever parcellaire ne sera pas achevé et la conservation foncière instituée.

2° — Responsabilité trop lourde de la colonie.

La colonie était tenue pécuniairement vis-à-vis de la Banque du montant total de l'emprunt. On croyait en 1876 que le recouvrement des prêts sur récoltes se serait poursuivi, par l'intermédiaire des notables, avec la même régularité que la rentrée des impôts (1) et que la responsabilité de la colonie n'aurait pas joué effectivement, étant donné surtout que le montant des avances ne devait pas être supérieur au tiers de la valeur des récoltes de chacune des terres engagées ; l'expérience n'a pas confirmé cet espoir ; par suite des difficultés rencontrées au moment du remboursement, la colonie a dû verser à la Banque des sommes importantes.

Les arrêtés organisant les prêts sur récoltes stipulaient que, si le lendemain de l'expiration du délai de rigueur de trente jours qui leur était accordé à partir de l'échéance pour l'apurement complet des rentrées, les communes n'avaient pas versé le montant total des avances, la Banque était couverte par le Trésor des sommes non remboursées. En fait la Banque a consenti à la Colonie des facilités de paiement ; l'Administration a elle-même accordé

(1) Rapport précité en date du 31 mars 1876, adressé au Ministre des Colonies par M. Benoit d'Azy, Directeur des Colonies.

aux emprunteurs de longs délais pour se libérer, dans l'espoir de recouvrer au moins une partie de sa créance ; de telle sorte qu'elle a reporté à une date souvent éloignée l'exécution de ses obligations envers la Banque ; comme les intérêts couraient au profit de l'établissement de prêt jusqu'à parfait paiement, l'Administration, au moment où elle a pris le parti de rembourser, a dû parfois payer des sommes triples de celles qui avaient été avancées aux communes.

La responsabilité de la Colonie ou du Protectorat a joué de plusieurs façons. Tantôt, l'Administration a consenti aux communes la remise des intérêts, le principal de la dette ayant déjà été réglé par elles ; tantôt, une partie seulement des prêts ayant été remboursée, elle a pris à sa charge le reliquat. Parfois, elle a accordé des réductions de dette, au profit par exemple de villages qu'une partie de la population avait abandonnés ; parfois, elle a dû rembourser à la Banque le montant des avances faites à des agglomérations disparues, ou consentir aux communes une remise totale, principal et intérêts, des sommes qui leur avaient été prêtées ; dans ce dernier cas, un arrêté mettait les villages en débet de la somme qu'ils n'avaient pu rembourser, avec la clause que le Protectorat ou la Colonie, subrogé dans les droits de l'établissement prêteur, serait à son tour remboursé en tant d'annuités ; les dossiers de ces créances étaient remis à l'agent judiciaire du Trésor chargé de faire va-

loir aux échéances les droits de l'Administration. Certains arrêtés ont stipulé que les poursuites pourraient être reprises contre les débiteurs en cas de retour à meilleure fortune leur permettant de se libérer en tout ou en partie.

Qu'il s'agit de réductions ou de remises totales de la dette, la Banque était remboursée par les budgets locaux. Parfois, le reversement aux budgets locaux d'une partie des sommes ainsi payées à l'établissement de prêt a été imputé aux budgets provinciaux, les chefs de province étant, dans ce cas, autorisés à opérer un prélèvement sur les fonds de réserve (1).

A cette lourde responsabilité de la Colonie correspondait une situation très avantageuse pour la Banque de l'Indochine. Elle a d'abord bénéficié d'une part d'intérêt de 12 % puis de 10 % ; dans le dernier état de la réglementation, les prêts étant consentis au taux de 8 %, 6 % revenaient à la Banque et 2 % à titre de ristourne à l'Administration. La rétribution de 6 % touchée par l'établissement de prêt paraît exagérée, étant donné que sa responsabilité était nulle et que son personnel n'intervenait que d'une façon accessoire dans l'agencement des prêts ; la réduction progressive de la part d'intérêt revenant à la

(1) Arrêté du Résident Supérieur au Tonkin du 30 novembre 1911 imputant aux budgets des provinces de Laokay, Bac Giang et Bac Ninh le remboursement au budget local de la moitié des sommes versées par le Protectorat à la Banque.

Banque montre d'ailleurs que l'Administration s'est rapidement aperçue que la situation faite à la Banque était par trop privilégiée.

La Banque ne courait aucun risque du fait des prêts sur récoltes ; en somme, il lui importait peu que, à l'échéance, les prêts fussent ou non remboursés par les villages ; elle avait un débiteur solide, l'Administration, qui ne se déroberait pas et prendrait la place des défailtants. M. Benoit d'Azy (1) reconnaissait lui-même que les prêts sur récoltes ne pouvaient entraîner aucun risque pour l'établissement de prêt.

Par ailleurs, le personnel de la Banque de l'Indochine ne participait aux opérations des prêts sur récoltes que dans une mesure très faible : on voyait surtout intervenir les notables et les fonctionnaires des Services Civils et du Trésor.

Les notables établissaient la demande d'emprunt (et, suivant les cas, de prorogation), la signaient et la portaient au chef de province ; ils recevaient les sommes prêtées par la Banque (sauf, en Annam et au Tonkin, pour les avances de 150 piastres au maximum), et les répartissaient entre les intéressés ; ils procédaient aux recouvrements sur les emprunteurs partiels et en portaient le montant au chef de province ; en cas de non rembourse-

(1) Rapport du 31 mars 1876.

ment, ils étaient chargés de vendre les récoltes engagées et, éventuellement, le fonds lui-même.

Quant aux chefs de province, ils vérifiaient les demandes dans leurs énonciations et déclarations, procédaient à une enquête en vue de déterminer si les emprunteurs étaient solvables, si les prêts demandés n'excédaient pas le tiers de la valeur des récoltes engagées ; ils enregistraient la demande et la transmettaient à la Banque ; suivant les cas, ils délivraient des réquisitions de paiement ou adressaient au Trésor les bons à payer émis par la Banque ; à l'époque des échéances, ils envoyaient aux communes des avertissements ; le lendemain de l'expiration du délai de rigueur accordé aux communes pour l'apurement complet des rentrées, ils étaient tenus de faire connaître à la Banque et au Chef d'Administration Locale le chiffre des sommes non encore recouvrées ; ils jugeaient les contestations survenant entre les emprunteurs et les communes et faisaient un rapport au Gouverneur ou au Résident Supérieur en ce qui concernait les difficultés s'élevant entre les communes et la Banque ; enfin, il leur appartenait de décider s'il y avait lieu de procéder à la vente des récoltes engagées et du fonds, et de donner dans ce sens les ordres nécessaires aux notables. En résumé, il entraînait dans les attributions des chefs de province d'exercer sur les diverses opérations des prêts un contrôle permanent.

Les agents du Trésor, enfin, payaient aux emprun-

teurs le montant de la réquisition délivrée par le chef de province ou du bon à payer émis par la Banque et recevaient les sommes remboursées.

On voit que les opérations essentielles que comportait le fonctionnement des prêts sur récoltes — vérification des demandes, paiements, recouvrements — étaient à la charge d'une part, des notables, d'autre part, des agents de l'Administration.

Les prêts sur récoltes tels qu'ils avaient été institués dans nos anciennes colonies ne soulevaient pas les mêmes critiques ; les agents des Banques coloniales se chargeaient eux-mêmes de toutes les opérations des prêts, l'Administration n'intervenant en aucune sorte. Pourquoi un système analogue n'a-t-il pas été adopté en Indochine ? Le rapport déjà mentionné de M. Benoit d'Azy répond à la question. Le but visé était de mettre à la disposition du cultivateur indigène les fonds dont il avait besoin, à un taux minime mais suffisamment rémunérateur néanmoins pour l'établissement de prêt. Si l'on avait mis la Banque dans la nécessité de créer elle-même tous les rouages que comporte un organisme de prêts agricoles, elle eût été obligée d'avoir dans les provinces des agents chargés de recevoir les demandes d'emprunt, de vérifier l'identité des emprunteurs, leur solvabilité, leurs titres de propriété, de surveiller l'enlèvement de la récolte, de la saisir et de la faire emmagasiner au besoin ; le représentant de la Banque eût été obligé de s'adresser aux

notables, chefs des villages, pour connaître la situation de fortune des emprunteurs, à l'Administration pour savoir si ces emprunteurs étaient propriétaires inscrits, pour enregistrer la demande, pour agir en cas de retard dans le paiement. Les frais généraux de la Banque se seraient trouvés considérablement accrus du fait de l'obligation d'entretenir un personnel nombreux ; cet état de choses aurait eu comme répercussion nécessaire une hausse du taux de l'intérêt ; partant, les prêts sur récoltes auraient eu peu de chances d'attirer le cultivateur : l'institution eût été vouée à un échec à peu près certain.

L'Administration, au contraire, en chargeant son personnel des diverses opérations des prêts, réduit à peu de chose les frais de la Banque : d'où possibilité de taux d'intérêt faible, attirant l'emprunteur.

Les raisons données par M. Benoit d'Azy ont sans doute leur valeur, mais il n'en va pas moins que l'intervention de l'Administration a été comprise de telle façon que, en définitive, c'est elle qui assume tous les risques, la Banque retirant tous les bénéfices du régime.

Dans la pensée des organisateurs des prêts sur récoltes, l'intervention de l'Administration ne devait être que provisoire et cesser dès que les indigènes eussent été habitués aux prêts et que le volume des opérations faites par la Banque et les bénéfices réalisés auraient permis à celle-ci de prendre à son propre compte l'agencement des prêts. En fait, la garantie de la colonie n'a jamais été supprimée.

SECTION III

Projets de modification du régime des prêts sur récoltes.

La modification du régime des prêts sur récoltes a fait l'objet de plusieurs propositions, tendant surtout à diminuer la responsabilité de la colonie par la consolidation du gage et à régler sur des bases nouvelles ou même à supprimer l'intervention de la Banque de l'Indochine.

Certains projets, tout en apportant quelques retouches au régime, continuent à laisser à la Banque le soin de financer les prêts. Un premier projet, présenté par le Directeur de la Banque de l'Indochine (1), maintient, du moins dans ses dispositions essentielles, l'organisation des prêts sur récoltes telle qu'elle fonctionne ; le régime sera modifié en ce sens que le personnel de l'établissement de crédit interviendra d'une façon plus large dans l'agencement des prêts, et complété par l'institution de magasins généraux. La Banque créera des sous-comités régionaux qui, allégeant la tâche des agents de l'Administration, se chargeront de « l'instruction des demandes de prêt, de la vérification et de l'estimation des gages, etc. ». Les prêts seront consentis, comme auparavant, avec la garantie de la colonie ; seulement, pour que la responsabilité de celle-ci soit réduite au minimum, les récoltes constituant

(1) Lettre du 14 avril 1908 au Gouverneur de la Cochinchine.

le gage devront être entreposées dans des magasins généraux créés par la Banque et n'en pourront sortir qu'après le remboursement du montant des prêts ; les emprunteurs paieront des droits de magasinage, de garde et d'assurance ; mais ils récupéreront facilement ces frais supplémentaires : la Banque instituera en effet un service commercial qui permettra aux déposants de vendre leurs produits au moment où ils le jugeront le plus opportun, grâce au warrant. Le dépôt des récoltes dans les magasins de la Banque, tout en facilitant les transactions des cultivateurs, assurera un gage certain à la colonie ; aussi, en retour, celle-ci abandonnera-t-elle à la Banque sa ristourne de 2 %.

Cette première solution a des côtés intéressants ; l'organisation de magasins généraux serait évidemment avantageuse pour les cultivateurs ; mais elle suppose déjà chez les intéressés une éducation économique que la masse des cultivateurs indigènes est bien loin de posséder ; le transport des récoltes dans les magasins de la Banque causerait par ailleurs à l'emprunteur des frais et des ennuis ; il y a lieu de remarquer en outre que les avances faites au cultivateur lui sont souvent consenties à un moment où il ne peut fournir comme sûreté que des récoltes à venir, puisque, aussi bien, ces avances doivent lui permettre de constituer le gage ; les prêts ne sont pas toujours garantis par des récoltes pendantes, pouvant être entreposées dans un magasin. Enfin, ce premier projet

prévoit que l'Administration abandonnerait à la Banque la ristourne de 2 % dont elle bénéficie ; l'intérêt de 8 % payé par l'emprunteur profiterait en totalité à l'établissement de prêt. Dans ces conditions, il semble inutile que l'Administration continue à patronner une institution qui ne comporte pour elle que des risques et dont tout le bénéfice va à la Banque ; mieux vaut abandonner à cette dernière toute la responsabilité des prêts sur récoltes.

C'est précisément la solution que propose un second projet : il supprime l'intervention et la garantie de l'Administration, et laisse à la charge de la Banque de l'Indochine toutes les opérations des prêts ; son personnel instruit les demandes, elle consentira les avances aux cultivateurs avec ses propres ressources et sous son entière responsabilité ; ce projet tend, en définitive, à rendre applicables à la Banque de l'Indochine, en ce qui concerne les prêts sur récoltes, les dispositions de la loi du 13 décembre 1901 portant prorogation du privilège des Banques coloniales et de leurs statuts (1), sauf à modifier ces dispositions en tenant compte des particularités locales.

D'autres projets, plus radicaux que les précédents, suppriment le concours de la Banque de l'Indochine ; ils proposent que la colonie prenne la place de l'établissement de crédit et consente elle-même les prêts : au lieu d'employer d'une façon détournée les fonds généraux du

(1) Promulguée en Indochine par arr. du G.G. du 6 fév. 1902.

Trésor, on en fera usage ouvertement ; les risques courus par la colonie ne seront pas plus grands, et on supprimera un rouage coûteux, la Banque de l'Indochine ; la colonie, prenant entièrement à sa charge l'agencement des prêts sur récoltes, en tirera aussi tout le profit ; elle bénéficiera de la part d'intérêt qui allait auparavant à l'établissement de crédit ; les 8 % d'intérêts payés par l'emprunteur tomberont dans les caisses du Trésor.

Une fois posé ce principe du financement direct des prêts par la colonie, les partisans de ce système cherchent à réduire autant que possible les risques de l'opération ; à cet effet, certains proposent de fixer la date des remboursements à l'époque même de la récolte ; ainsi le cultivateur pourra moins facilement frustrer l'Administration de son gage, en disposant de ses produits. D'autres, voulant faire disparaître complètement les risques courus par la colonie, proposent une refonte complète du régime des prêts sur récoltes. L'Administration acceptant toute la responsabilité, il y a lieu de lui assurer des garanties exceptionnelles de remboursement, garanties que l'on obtiendra en donnant au gage une forme nouvelle. Le gage récoltes est trop incertain ; on ne peut apprécier à l'avance sa valeur, il est très facile de le dissiper ; on l'abandonnera donc complètement. Quant à la sûreté constituée par la terre, elle est elle-même considérée comme insuffisante telle que les textes sur les prêts sur récoltes l'ont organisée. Dorénavant, le cultivateur qui sollicitera un prêt de l'Admi-

nistration — et non plus de la Banque — devra souscrire au profit de la colonie un contrat de première hypothèque ; les prêts seront consentis en principe pour un an, mais pourront être renouvelés facilement en cas de mauvaises récoltes.

Ce projet réduirait sans doute à peu de chose les risques courus par la colonie, mais il transforme le crédit agricole en crédit purement immobilier ; par ailleurs, une organisation de crédit foncier d'Etat fonctionnant exclusivement sous l'impulsion des services publics donnerait certainement lieu à de nombreux déboires.

Aucun de ces divers projets n'a eu de suite. L'Administration, au lieu de modifier le régime des prêts sur récoltes, a orienté le crédit agricole vers une voie nouvelle, par l'organisation de la mutualité. Des arrêtés du Gouverneur Général des 12 juin, 14 juillet et 2 décembre 1907 ont réglementé en Cochinchine, au Tonkin et au Cambodge le fonctionnement des sociétés indigènes de prévoyance, de secours et de prêts mutuels agricoles.

Un arrêté du Gouverneur Général en date du 11 juillet 1908 a promulgué en Cochinchine les lois des 5 novembre 1894 et 20 juillet 1901 sur les sociétés de crédit agricole. Un autre arrêté du 8 novembre 1912 a réglementé dans la même colonie la constitution des syndicats et caisses de crédit agricoles indigènes entre propriétaires, usufruitiers ou usagers de biens agricoles fonciers, régisseurs, fermiers, métayers et en général tous agriculteurs cultivant

cinq hectares de terre au minimum et inscrits depuis au moins cinq ans sur les rôles d'un village ; les membres qui désirent obtenir des prêts de ces syndicats ou de ces caisses de crédit ou de leurs adhérents peuvent leur consentir en garantie un nantissement sous seing privé à court terme de leurs biens immeubles, créé par arrêté du Gouverneur Général du 28 novembre 1918 sous le nom de « nantissement agricole » et exécutoire par lui-même en cas de non paiement à l'échéance.

Enfin, des arrêtés du Gouverneur Général des 4 septembre 1926 et 21 juillet 1927 ont institué en Indochine le Crédit Populaire Agricole.

CONCLUSION

La fortune des prêts sur récoltes aura été médiocre, cette institution n'a pas conquis la masse des emprunteurs, les pouvoirs publics s'en sont eux-mêmes rapidement désintéressés au profit de formules de crédit plus heureuses et mieux adaptées aux conditions particulières de la culture en Indochine. Cet essai n'aura cependant pas été inutile ; s'il a été la cause de nombreux déboires pour l'Administration, il a tout au moins permis de dégager les principes généraux qui doivent régir en Indochine un système de crédit agricole.

Il a démontré tout d'abord que le crédit à la petite culture doit, pour réussir, s'installer le plus près possible de l'emprunteur, qui pourra ainsi obtenir les fonds dont il a besoin, rapidement et sans frais. Le Crédit Populaire Agricole a prévu au-dessous de la caisse centrale et des banques provinciales, l'organisation de banques communales chargées d'assurer des prêts à court terme et dont le montant ne dépasse pas cent piastres.

L'expérience des prêts sur récoltes comporte un autre enseignement, à savoir la nécessité de définir nettement la responsabilité des notables. Les textes de 1876 et de 1898

étaient à peu près muets sur cette question ; tantôt les notables ont été déclarés responsables en cas de fausse déclaration seulement, tantôt on les a considérés comme tenus solidairement avec les emprunteurs.

Dans le Crédit Populaire Agricole, la responsabilité des notables qui font partie des comités communaux a été déterminée avec soin : ils sont chargés d'examiner les demandes de prêt qui leur sont présentées, de vérifier les déclarations des emprunteurs ainsi que la valeur des garanties offertes ; ils rejettent ou agréent les demandes en toute liberté ; mais leur responsabilité personnelle entre en jeu par le seul fait qu'ils ont transmis les demandes, dûment acceptées par eux, à la Banque provinciale ; leur responsabilité se trouve encore engagée en cas de dilapidation du gage dont la surveillance leur est confiée ou de fausse déclaration au moment du remboursement.

Les déboires causés à l'Administration par le régime des prêts sur récoltes tiennent surtout à l'organisation défectueuse des garanties, qui se sont fréquemment révélées inopérantes. Au regard de l'emprunteur, l'échec relatif de cette formule de crédit s'explique également, en partie, par le défaut de souplesse du gage ; la terre elle-même sert de sûreté ; or, seul le propriétaire peut consentir une semblable garantie ; les possesseurs à titre précaire, qui n'auraient pu engager que leurs récoltes, étaient par là même exclus du bénéfice des prêts. L'essai des prêts sur récoltes a mis en lumière la nécessité d'organiser un gage

sûr, facilement saisissable et suffisamment souple pour pouvoir varier suivant l'importance des prêts ou la qualité des emprunteurs.

S'inspirant de cet enseignement, le Crédit Populaire Agricole comporte trois ordres différents de garanties : personnelle, mobilière, immobilière. Les deux premières de ces sûretés permettent l'accession au crédit des détenteurs à titre précaire.

La garantie personnelle consiste, pour les prêts individuels — qui ne peuvent, quand elle est seule fournie, dépasser cinq cents piastres — dans la caution de deux personnes de solvabilité reconnue ; pour les prêts aux communes, dans une délibération du conseil communal décidant l'inscription au budget de recettes spécialement affectées au remboursement du prêt si l'emprunt a été contracté par la commune elle-même, ou s'engageant à couvrir les emprunteurs défaillants dans le cas où la commune aurait avalisé un emprunt de caractère collectif.

La garantie mobilière peut être constituée par cinq gages différents : titres remis à la Banque, récoltes sur pied, produits agricoles emmagasinés et tenus à la disposition de la Banque, matériel agricole, cheptel vivant. Le montant des prêts consentis contre cette garantie ne doit pas dépasser le tiers de la valeur réelle de ces biens — cette règle était déjà suivie dans le régime des prêts sur récoltes — ni la somme de mille piastres. Parmi ces sûretés, il en est deux qui sont considérées avec plus de

faveur : la remise de titres et le dépôt en magasin des produits agricoles engagés : dans ces deux cas, il y a en effet nantissement véritable par suite du dessaisissement effectif du débiteur ; la Banque est mise en possession du gage et peut facilement le mettre en vente en cas de non remboursement. Quant aux garanties constituées par les récoltes sur pied, le matériel agricole et le cheptel vivant, il est prévu qu'elles ne devront être acceptées qu'avec une grande prudence, étant donné que l'emprunteur reste en possession du gage qu'il a consenti à la Banque provinciale et peut en disposer au préjudice de celle-ci.

Enfin, la garantie foncière ou immobilière, constituée soit par une inscription hypothécaire de premier rang, soit par un nantissement agricole sur biens immobiliers, est organisée de telle façon que le gage, nettement identifié, soit facilement saisissable. Le montant des prêts consentis contre cette sûreté ne doit pas dépasser les deux tiers de la valeur réelle des biens. La garantie foncière ou immobilière, à exiger autant que possible des emprunteurs, ne sera cependant acceptée que là où le cadastre des terres ou la consistance du dia bo permettront une détermination facile du gage. Cette sûreté est considérée comme idéale ; le risque d'une « mise en gage » antérieure se trouve écarté ; par ailleurs, les renseignements exigés au moment de l'inscription d'une hypothèque conventionnelle ou les précautions prises lors de la constitution d'un nantissement agricole sur biens immobiliers écartent toute incertitude

quant à la situation du gage. Le titre authentique constituant l'hypothèque doit en effet déclarer spécialement la nature et la situation des immeubles sur lesquels est consenti ce droit réel (1) ; le bordereau d'inscription indique également l'espèce et la situation des biens sur lesquels le créancier entend conserver son hypothèque et, en outre, les numéros et sections du cadastre (2). Quant au nantissement foncier agricole, qui consiste dans la mise en gage fictive d'un immeuble donné en garantie, l'acte constitutif renferme également des renseignements précis permettant de localiser l'immeuble ; au Tonkin, par exemple (3), la mise en gage est effectuée par le dépôt à la Banque provinciale des titres de propriété afférents à l'immeuble ; les notables des comités communaux certifient, sous leur propre responsabilité, l'authenticité de ces titres ainsi que l'absence de tout droit réel antérieur ; le débiteur doit assurer la conservation et l'entretien de l'immeuble, et le ly truông (4), informé du nantissement, doit refuser d'apposer son cachet sur tout acte de vente, de constitution de droits réels quelconques sur l'immeuble, tant que le prêt n'aura pas été remboursé.

On a fait grief au régime des prêts sur récoltes de n'avoir laissé aux emprunteurs qu'un délai trop court

(1) Article 2.129 du Code Civil.

(2) Article 2.148 du Code Civil ; loi du 1^{er} mars 1918.

(3) Arrêté du Résident Supérieur au Tonkin du 28 mars 1929.

(4) Maire de la commune annamite.

pour se libérer. Ce reproche ne semble pas fondé ; la durée des prêts était nécessairement conditionnée par le caractère saisonnier du gage constitué par les récoltes ; un crédit à long terme n'aurait pu prendre comme base une sûreté aussi fragile ; l'expérience a d'ailleurs démontré, dans le domaine du crédit agricole, que les prêts de faible importance doivent être à court terme, afin d'éviter de gros arriérés. Au lieu de reprocher au régime des prêts sur récoltes de n'avoir prévu que de trop courtes échéances, il serait plus exact de constater que cette organisation ne permettait guère au cultivateur d'entreprendre des travaux de grande haleine, qui ne sont pas immédiatement rémunérateurs.

A ce point de vue, l'institution du Crédit Populaire Agricole est plus large. Exigeant de l'emprunteur des garanties plus stables, elle lui accorde, en certains cas, comme contre partie, de plus longs délais de remboursement. Elle maintient cependant comme essentiel le principe qui s'est dégagé de l'expérience des prêts sur récoltes, à savoir que les petits prêts doivent être, autant que possible, à court terme. La durée des prêts étant fonction de la durée de l'opération pour laquelle ils sont demandés, une distinction très nette est établie entre, d'une part, les prêts saisonniers, et, d'autre part, les prêts à échéance supérieure à un an.

On considère comme saisonniers ou à court terme les prêts personnels dont le montant n'excède pas cent pias-

tres et la durée un an. Tous les prêts consentis sur garantie mobilière constituée par des récoltes rentrent dans cette catégorie ; il en est de même, en principe, des prêts inférieurs à cent piastres, même s'ils sont couverts par un nantissement. Pour ces prêts saisonniers, il est recommandé de faire coïncider autant que possible les échéances avec la date de la récolte, afin que le cultivateur, n'ayant pas disposé de ses fonds, puisse se libérer sans difficultés. Il en sera ainsi, notamment, pour le riz, le maïs, le tabac, la canne à sucre, le cotonnier. Cependant, le conseil d'administration de la Banque provinciale pourra apporter des dérogations à ce principe ; des renouvellements seront facilement accordés à l'emprunteur, s'il n'a pu tenir ses engagements par suite d'un fait indépendant de sa volonté.

Quant aux autres prêts, d'un montant supérieur à cent piastres, consentis aux individus, aux collectivités et aux communes, le délai de remboursement peut varier d'un an à cinq ans. Cette disposition constitue une innovation intéressante : les prêts à longue durée permettent aux emprunteurs de procéder à des travaux importants pour l'amélioration de leurs domaines, en reportant l'échéance à une époque où ces travaux commenceront à être productifs.

Une expérience de quelques années des prêts sur récoltes a montré que cette formule de crédit comportait

de nombreuses imperfections et cadrerait mal avec les nécessités locales. Au point de vue plus général de la gestion du système de prêt, elle aura également permis de poser comme principe qu'un organisme de crédit comportant à tous ses échelons l'intervention de l'Administration est une œuvre mort-née ; il doit, pour se développer, jouir d'une certaine autonomie.

Le régime des prêts sur récoltes, dont le fonctionnement était assuré, en grande partie, par un personnel administratif, se trouvait sous l'entière dépendance du pouvoir politique, représenté par les chefs de province et les chefs d'Administration locale, qui consentaient les avances.

Il est à craindre, tout d'abord, dans un pareil état de choses, que certains prêts ne soient accordés en raison de considérations politiques et non d'ordre strictement agricole. Au Tonkin, par exemple, des prêts sur récoltes ont été accordés à d'anciens pirates soumissionnaires, dans le but de les attacher au Protectorat en leur donnant la possibilité de mettre en valeur des terrains dont il leur était fait concession ; une semblable mesure était certainement excellente au point de vue politique, puisqu'elle tendait à pacifier une région ; mais au strict point de vue du crédit, elle n'était pas exempte de critique : les sommes prêtées dans ces conditions n'ont pu être recouvrées ; l'Administration a fait aux bénéficiaires un cadeau et non pas une avance.

Mais c'est surtout au moment où il s'agit de poursuivre le remboursement des prêts qu'apparaissent les dangers d'une main mise complète du pouvoir politique sur une institution de crédit. L'expérience a démontré que les chefs de province ont eu, sous le régime des prêts sur récoltes, une tendance naturelle à dépeindre comme très précaire la situation de leurs ressortissants, dans le but de les faire bénéficier d'une mesure de bienveillance. Ils auront ainsi déterminé les chefs d'Administration locale à consentir des délais successifs, des remises de dette partielles ou totales. Les intérêts généraux de l'institution de crédit ont, de la sorte, été souvent sacrifiés au profit des intérêts particuliers des emprunteurs.

Un rapport au Conseil de Gouvernement (année 1928) (1) est bien explicite à ce sujet : « Si l'on se reporte aux correspondances échangées à chaque époque entre les provinces et la Résidence Supérieure, on constate que, nulle part, lorsqu'il devint nécessaire de faire rembourser les avances consenties, la procédure d'exécution ne fut mise en action. Des interventions, probablement intéressées, se produisaient alors. Partout, la situation des emprunteurs était montrée si difficile qu'aucune mesure de contrainte n'était décidée. Le résultat d'ensemble pour les années — et il y en eut plusieurs — où les rapports des provinces

(1) Tome I, page 82, Situation politique et administrative du Protectorat du Tonkin.

ne mentionnent aucun événement accidentiel, ne peut manquer de retenir l'attention. Mieux que n'importe quel commentaire, il met en lumière les dangers qu'il y a à donner la forme administrative à des institutions qui, l'essai effectué l'a clairement démontré, ne sauraient prospérer sous la seule impulsion des services publics ».

Une institution de crédit doit donc avoir une personnalité distincte de celle de l'Administration ; il faut qu'elle jouisse d'une certaine autonomie, qu'elle possède des pouvoirs propres ; elle doit avoir qualité pour décider elle-même, en dehors de toute intervention politique, sur la suite à donner aux demandes de prêts, et poursuivre librement, au besoin devant les tribunaux, les débiteurs négligents. En un mot, une institution de crédit ne doit pas être placée sous la dépendance des pouvoirs publics, mais seulement sous leur contrôle.

L'organisation du Crédit Populaire Agricole marque, à ce point de vue, un réel progrès sur le régime des prêts sur récoltes. Les divers rouages — caisse centrale, banques provinciales, banques communales — que comportera l'institution au moment où elle se trouvera définitivement mise sur pied, seront complètement indépendants des pouvoirs publics. La caisse centrale gérera en toute liberté l'institution du Crédit Populaire Agricole ; à titre provisoire, et jusqu'à la création de cette caisse, l'institution est dirigée par le Service du Crédit Agricole ; mais les attributions de ce service reviendront de plein droit,

quand elle aura été organisée, à la Caisse Centrale, le Service du Crédit se réservant seulement un pouvoir supérieur de contrôle.

Quant aux Banques Provinciales, dont plusieurs fonctionnent déjà, elles ont été instituées sous la forme de sociétés civiles, dotées de la personnalité morale ; elles constituent une entité distincte de l'Administration et peuvent actionner en toute indépendance leurs débiteurs devant les tribunaux. Les instructions données par le Gouverneur Général pour l'application de l'arrêté du 21 juillet 1927 spécifient nettement que « la rédaction de l'arrêté a été commandée par ce fait essentiel que l'institution de crédit doit évoluer le plus rapidement possible vers l'autonomie, sous le contrôle des pouvoirs publics ».

Vu :

Le Doyen de la Faculté,
BERTHELEMY.

Vu :

Le Président,
WILLIAM OUALID.

Vu et permis d'imprimer.

Le Recteur de l'Académie de Paris.

Pour le Recteur : *l'Inspecteur de l'Académie,*
J. PERRON.

BIBLIOGRAPHIE

Bulletin Economique de l'Indochine (mars-avril 1910, août 1926, novembre 1926).

Agriculture, Elevage, Forêts, Compte-rendu des travaux 1924-1928, publié par l'Inspection Générale de l'Agriculture, de l'Elevage et des Forêts.

Le régime de la propriété foncière en Indochine par BOUDILLON.

Recueil analytique des circulaires, instructions et avis, par G. MICHEL.

Recueil de la législation applicable en Annam et au Tonkin, par GANTER.

Répertoire alphabétique de législation et de réglementation de la Cochinchine, arrêté au 1^{er} janvier 1889, par E. LAFFONT et J.-B. FONSSAGRIVES, Tome 6.

Traité de législation coloniale, Tomes I et II, par P. DISLERE (1906).

LURO. — Cours d'administration annamite.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	5
--------------------	---

PREMIERE PARTIE

Economie générale des prêts sur récoltes en Cochinchine. en Annam et au Tonkin	17
---	----

CHAPITRE I. — L'organisation des prêts sur récoltes en faveur des indigènes	26
--	----

CHAPITRE II. — L'organisation des prêts sur récoltes en faveur des Français et des Chinois ..	52
--	----

DEUXIEME PARTIE

Résultats obtenus par l'institution des prêts sur récoltes	
---	--

Examen critique de cette formule de crédit	57
---	----

CHAPITRE I. — Résultats obtenus par l'institution des prêts sur récoltes au Tonkin	59
---	----

<i>Section I.</i> — Les prêts sur récoltes aux indigènes	59
--	----

<i>Section II.</i> — Les prêts sur récoltes aux Chinois	71
---	----

CHAPITRE II. — Examen critique de l'institution des prêts sur récoltes	79
---	----

<i>Section I.</i> — Raisons qui expliquent le peu de	
--	--

faveur des prêts sur récoltes auprès des emprunteurs	80
<i>Section II.</i> — Raisons pour lesquelles l'Admi- nistration a abandonné les prêts sur ré- coltes	85
<i>Section III.</i> — Projets de modification du régi- me des prêts sur récoltes	98
CONCLUSION	105
BIBLIOGRAPHIE	117

